

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie

Département ECONOMIE

MAITRISE option « Macroéconomie et Modélisation »

Mémoire

Pour l'obtention du

Diplôme de Maitrise es-Sciences Economiques

**IMPACT ECONOMIQUE DU SECTEUR
MINIER
A MADAGASCAR**

Impétrant : RAKOTONIRINA Andriantsilavina Népomucène

Soutenu le 31 Mai 2012

Encadré par Dr RAZAFINDRAVONONA Jean

Année : 2011

REMERCIEMENTS

Arrivée au terme de ce mémoire, j'adresse aussi mes plus vifs et sincères remerciements:

✚ A l'Université d'Antananarivo, en l'occurrence :

- Monsieur ANDRIANTSIMAHAVANDY Abel, Professeur Titulaire, Président de l'Université d'Antananarivo ;
- Monsieur RANOVONA Andriamaro, Maître de conférences, Doyen de la Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie ;
- Monsieur FANJAVA REFENO, Chef de Département Economie ;
- Monsieur ANDRIAMALALA Mamisoa Fredy, Professeur titulaire, Responsable de la 4^{ème} année Economie ;
- Monsieur RAZAFINDRAVONONA Jean, Professeur à l'Université, et Directeur Général du Budget mon encadreur pédagogique, et qui m'a donné des conseils, soutiens et aides précieuses au cours de la réalisation de ce mémoire ;
- Monsieur RAVELOMANANA Mamy, Directeur du Centre d'Etudes et d'Economie ;
- Les Membres de Jury qui ont accepté de siéger pour juger ce travail ;
- Tous les enseignants permanents et vacataires du Département Economie qui m'ont transmis leurs connaissances à travers les études pendant les années de formation ;
- Tout le personnel administratif de la faculté DEGS et de la Bibliothèque Universitaire.

✚ Au responsable de documentation au CREAM ;

✚ Aux personnels de l'INSTAT ;

✚ A ma Famille :

- Mes très chers Parents, pour toutes les affections que vous avez consentis, la compréhension, les soutiens dont vous m'avez entouré tout au long de mes études ;
- Ma sœur et mon frère. Vos encouragements m'ont permis d'accomplir ce travail ;
- Tous mes amis et les membres de la famille.

A Tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE	2
<u>CHAPITRE 1</u> : LES THEORIES ECONOMIQUES DE LA CROISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT	2
<u>Section 1</u> : Concept de la croissance économique	2
<u>Section 2</u> : Concept du développement.....	5
<u>CHAPITRE 2</u> : GENERALITE SUR LE SECTEUR MINIER	11
<u>Section 1</u> : Secteur minier et théories économiques	11
<u>Section 2</u> : Fiscalité minière et impact socioéconomique du secteur minier	16
<u>CHAPITRE 3</u> : EXEMPLES DES ECONOMIES DU PAYS BASEES PAR LES RICHESSES MINIERES	22
<u>Section 1</u> : Industrie minière Canada	22
<u>Section 2</u> : Pays africains	25
Résumé de la partie 1	30
PARTIE 2 : L’IMPACT DU SECTEUR MINIER A MADAGASCAR	31
<u>CHAPITRE I</u> : L’ECONOMIE DE MADAGASCAR ET LE SECTEUR MINIER.....	31
<u>Section1</u> : Situation économique de Madagascar	31
<u>Section 2</u> : Généralité sur le secteur minier à Madagascar	35
<u>CHAPITRE 2</u> : IMPACTS ECONOMIQUES DU SECTEUR MINIER	43
<u>Section 1</u> : Le poids du secteur minier.....	44
<u>Section 2</u> : Impact sur le développement et croissance de Madagascar.....	49
<u>CHAPITRE 3</u> : SUGGESTION ECONOMIQUE SUR L’AMELIORATION DU SECTEUR	55
<u>Section 1</u> : Les mines à petites échelles	55
<u>Section 2</u> : Les mines à grandes échelles	57
Résumé de la partie 2	61
CONCLUSION.....	62

ACRONYMES

BHP: Broken Hill Proprietary Company

BIP : Bureau International de Travail

DIRTANA : Direction interrégionale d'Antananarivo

DSE : Direction des Statistiques Economiques

DSI : Direction des Systèmes Informatiques

DSY : Direction des Synthèse Economiques

EI : Entreprise Individuelle

EITI : Extractive Industries Transparency Initiative

EURL: Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée

FOB : Franco à Bord

INSTAT: Institut National de la Statistique

KRAOMA: Kraomita Malagasy

OMH : Office Malgache des Hydrocarbures

PIB: Produit intérieur Brut

PED: Pays En voie de Développement

PD: Pays développé

QMM: QIT Madagascar Minerals

SARL: Société Anonyme à Responsabilité Limité

SA: Société Anonyme

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableau 1 : évolution du PIB et son taux de croissance (en%) à Madagascar

Tableau 2 : taux d'inflation (en%) à Madagascar

Tableau 3 : évolution du budget de l'Etat malgache (en milliards d'ariary)

Tableau 4 : montant des pierres précieuses exportées (Unités: Valeur FOB en Ariary)

Tableau 5 : le poids net des pierres précieuses exportées (Unités: Poids net en Kilogramme)

Tableau 6: évolution du poids du secteur minier sur le PIB

Tableau 7: évolution des poids de recettes fiscales

Tableau 8: évolution des poids des recettes d'exportation

Tableau 9: évolution de part de nombre des sociétés créées sur le secteur minier

Tableau 10: structure en apport en investissement du secteur minier (millions d'ariary)

Tableau 11: croissance économique du secteur secondaire et de l'industrie extractive (%)

Tableau 12 : impôts et taxes reçus par l'Etat depuis 2007 jusqu'au premier semestre 2010 (en ariary)

Graphique 1 : évolution du taux de croissance de la branche industrie extractive

Graphique 2: évolution des impôts et taxes reçus par l'Etat (QMM, Ambatovy, Kraoma)

INTRODUCTION

L'économie mondiale est en difficulté. En effet, après avoir subi les crises économiques et financières en 2008, l'économie mondiale n'arrive pas à se redresser. Des pays européens comme la Grèce est en faillite, cette situation est en train de se répandre partout en Europe. Les Etats-Unis d'Amérique ont vu leur dette publique élevée. Les investisseurs en Afrique se sont diminués.

Mais tous ces problèmes n'ont pas arrêté les économistes de trouver des solutions pour améliorer la situation économique de leurs pays. Dans les pays en voie de développement, les économistes et le gouvernement travaillent ensemble pour développer leurs pays. Les économistes proposent des stratégies, des politiques économiques à partir de ses connaissances et surtout des théories économiques aux chefs d'Etat.

En général, le développement est obtenu quand il y a accroissement durable des agrégats économiques, du budget de l'Etat, des constructions des infrastructures. C'est pourquoi, à Madagascar, depuis quelques années, le gouvernement mis en place a parié sur le secteur minier pour promouvoir le développement de son pays. Le gouvernement a investi beaucoup sur le développement du secteur en faisant appel à des grands investisseurs miniers. En effet, Madagascar est riche en ressource souterraine, nombreux sont encore inexploités, et certains pays développés ont choisi comme ossature de développement le secteur minier.

Le secteur minier favorise-t-il un impact considérable sur le développement et la croissance économique de Madagascar ?

Pour mieux éclaircir le sujet, nous allons développer dans la première partie les concepts généraux sur le développement et croissance économique, puis le secteur minier et enfin des exemples des pays qui ont leur économie basée essentiellement sur le secteur minier ; et dans la deuxième partie nous allons décrire la situation économique de Madagascar et voir le développement du secteur minier et ses impacts à Madagascar et enfin nous suggérons des idées pour un impact positif du secteur minier.

PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE

L'objectif de toutes les politiques économiques gouvernementales est d'avoir une croissance économique forte pour asseoir un développement durable. Des théories économiques sur la croissance et développement se voient alors apparaître pour être utilisées comme ossature dans les politiques économiques gouvernementales. En effet, ces théories sont exploitées et appliquées afin de développer les activités économiques du pays. Des pays développés comme Canada, Afrique du Sud et des pays en voie de développement en pleine croissance comme le Mali ont une économie basée sur l'activité minière. Cette partie traitera alors les diverses théories de croissance et du développement, et expliquera en général l'application de ces théories sur le secteur minier dans les pays citées ci-dessus.

CHAPITRE 1 : LES THEORIES ECONOMIQUES DE LA CROISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT

Une activité économique gouvernementale amène toujours à la croissance et au développement. C'est pourquoi il est utile de connaître des théories économiques sur la croissance et le développement. Car à la base du développement du pays s'érigent les politiques économiques élaborées à partir des théories. Les théories économiques sont nombreuses et très diversifiées. La croissance est une condition nécessaire pour le développement.

Section 1 : Concept de la croissance économique

1-1-Définition et nature de la croissance économique

La croissance est avant tout l'augmentation de la richesse des nations. Adam Smith¹ a constaté que, dans l'économie marchande, pour obtenir la richesse, il faut mobiliser le travail et pour mobiliser le travail il faut accumuler de capital. Adam Smith a utilisé ce même raisonnement sur le plan national. Contrairement, au concept mercantilisme et Keynésien, les richesses² s'obtiennent à la mobilisation du travail, mais cette mobilisation du travail ne peut se faire que par le facteur monétaire. De cette théorie, beaucoup de pays font de la création monétaire pour se développer. La monnaie, avec un bon système et un Etat libre et souverain, joue un grand rôle au développement d'un pays.

¹ Auteur classique (1723-1832) ; cours Economie politique 4ème année de Eric Mandrara

² Court traité du développement d'Eric Mandrara

Actuellement, la croissance économique a fait l'objet d'un accroissement de la production globale à long terme. Cette augmentation est un phénomène quantitatif, qui peut être mesurée en volume ou en valeur par des agrégats tels que l'augmentation du PIB (produit intérieur brut) ou du PNB (produit national brut). Cette croissance quantitative se traduit, notamment pour les ménages, par l'augmentation du niveau de vie, suite à l'évolution du rapport entre l'évolution des prix et l'évolution des revenus.

1-2- Les théories de la croissance³

1-2-1- Les théories classiques de la croissance

Dès le XVIII^{ème} siècle, A. Smith identifie les multiples causes de l'augmentation de « la richesse des nations ». Outre l'accroissement des moyens de production, A. Smith privilégie la division du travail et la spécialisation, ainsi que le développement des échanges. Ces facteurs sont considérés comme exogènes, c'est à dire indépendants les uns des autres, et extérieurs à la logique des agents économiques. Les théories classiques privilégient l'accumulation du capital, source d'investissements. Cette théorie est marquée par la faiblesse de l'intervention publique.

1-2-2- La théorie hétérodoxe de J. Schumpeter (1883 - 1950) de la croissance

L'innovation est le facteur explicatif de la croissance et du développement économique à long terme. L'entrepreneur schumpétérien est un innovateur, expliquant que le profit légitime est la rémunération du risque pris lors de la mise en œuvre du processus d'innovation.

A court terme, les conditions de l'activité économique sont fixées par l'état de la technologie par exemple. Quant au long terme, les conditions de l'activité économique se transforment ; les agents se renouvellent ; les technologies, l'environnement juridique et les marchés se modifient. En distinguant 5 types d'innovation (produits, marchés, procédés, matières premières et organisation des entreprises), Schumpeter fait des grappes (ou vagues) d'innovations, le moteur de la croissance (et l'origine des crises de mutation par le remplacement des anciennes activités dominantes par de nouvelles industries émergentes).

1-2-3- Les théories contemporaines

La *théorie néo-keynésienne* d'Harrod-Domar (1947) montre que le taux de croissance (G) est lié au rapport du taux d'épargne (S) au taux d'investissement en capital (K) tel que $G = S/K$. La croissance est liée à l'investissement en capital des entreprises, lui-même lié à l'épargne des ménages. En conséquence, l'État peut agir sur le niveau de croissance en favorisant

³ Macroéconomie De Gregory N. Mankiw 5^è édition (édition de boeck 2010) p.251

l'épargne, soit par la politique des revenus (directs ou de transferts) soit par la politique fiscale et budgétaire.

La *théorie néo-classique* de Solow (1956) explique la nature exogène de la croissance. Le modèle de Solow⁴ met en avant les interactions entre croissances du stock du capital et de la force de travail, d'une part, et progrès technologie d'autre part. Il montre également comment ces trois facteurs affectent la production des biens et services.

La croissance est stable et équilibrée lorsqu'il y a une « juste » répartition entre les deux facteurs de production, K (capital) et L (travail). La relation entre K et L est définie par une fonction de production homogène de type Cobb-Douglas telle que $Y = f(K^\alpha, L^{1-\alpha})$. Par la suite, le progrès technique sera intégré à ce modèle comme une variable exogène, et défini en tant que « facteur résiduel ». Dans le modèle de Solow, il existe une croissance de long terme stable, dont le rythme ne dépend que de l'évolution de la population et de la technologie, et non des comportements économiques des agents.

Selon ce modèle, il est important d'avoir pour un pays un progrès technologie pour se développer, afin de transformer les matières premières et avoir une bonne production. Pour extraire les ressources minières, il faut un certain nombre de main d'œuvre pouvant effectuer les travaux et manipuler les machines. Avoir un progrès en technologie peut accélérer le travail et avoir une production en grande quantité. Les ressources minières sont monnayables, on peut les échanger contre de l'argent ou on peut les transformer en vue d'obtenir d'autres produits précieux et utiles à la vie.

1-2-4- Le renouveau de la croissance endogène (depuis 1990)

L'école de la croissance endogène, initialement d'inspiration néo keynésienne, qui montre que l'action des pouvoirs publics peut avoir une influence durable sur la croissance (Harrod-Domard). Pour les théories plus récentes, la croissance résulte de l'interaction des 4 facteurs. En investissant dans de nouveaux équipements (capital physique), l'entreprise contribue directement à la croissance (hausse de la production). Mais l'investissement induit à terme une augmentation du capital technique (par le progrès technique) et du capital humain (par la hausse du niveau d'éducation/formation). Les investissements consentis par la collectivité (État et collectivités locales) agissent sur le capital public et sur le capital humain (éducation et santé publique).

Dans ce cadre, contrairement au modèle de Solow, le taux de croissance est endogène dans la mesure où il dépend aussi du comportement des agents économiques. Le modèle de

⁴ Macroéconomie De Gregory N.Mankiw 5^e édition (édition de boeck 2010) p.255

croissance endogène ne suppose que le comportement économique des agents, tel que le choix du taux d'épargne, et a une influence sur la croissance. Plus le taux d'épargne est élevé, plus la croissance peut être forte.

Si les classiques ont considéré que les facteurs primaires de la production sont le capital, le travail, et les facteurs techniques qui sont le progrès technique; aujourd'hui les facteurs dominants de la croissance sont le travail et les ressources naturelles. Car en ne considérant que la période moderne depuis la révolution industrielle (Royaume Uni, fin XVIIIème siècle) la croissance a été rendue possible, via l'investissement, par l'augmentation des gains de productivité, liée au progrès technique et organisationnel, et à l'exploitation massive des ressources naturelles.

Section 2 : Concept du développement

2-1- Définition du développement

La définition la plus célèbre du développement est celle de François Perroux : « le développement est un entraînement réciproque de la population et de l'appareil de production vers une croissance du bien-être social »⁵.

Dans les pays économiquement avancés le développement est recherché, en général, par l'encouragement de l'innovation, l'investissement, l'éducation, l'amélioration de la sécurité juridique. Dans les pays émergents, le développement est principalement basé sur l'exploitation des ressources naturelles.

2-2- Indicateur de développement

Ce sont des instruments utilisés dans l'appréciation et dans la comparaison de développement.

Les principaux indicateurs sont :

- Indicateur démographique : nombre de population, taux de croissance démographique, taux de natalité, taux de mortalité, espérance de vie, taux de mortalité infantile, taux de fécondité,...
- Indicateur de consommation : consommation/tête, calorie, consommation électricité, consommation mécanique (téléphone, internet, énergie,...).
- Indicateurs liés à la production et à l'organisation économique : niveau d'investissement, capital, domination des secteurs.
- Indicateur sociologique : niveau de revenu, clivage sociale, structure sociale, chômage, travail des enfants, analphabète.

⁵ Economie général de Frédéric Poulon, 4è édition, Dunod 1998, p 216

- Indicateur politique : régime politique, et diplomatie politique.
- Indicateur spatial : déficience des infrastructures de communication et circuit économique.
- Indicateur relié à la comptabilité Nationale : agrégat économique (PIB, PNB, Revenu National, capital...).
- Indicateur lié à la structure sociale :
 - . Indicateur démographique : taux de scolarisation
 - . Indicateur lié à la production : lié au niveau de consommation d'énergie
 - . Indicateur lié au commerce international : degré de dépendance économique
- Indicateur de développement humain : c'est la moyenne des indices des indicateurs suivants : Indicateur pour mesurer la santé humaine (espérance de vie à la naissance), indicateur du bien-être (PIB/tête), niveau d'instruction ou connaissance : taux d'alphabétisation + taux brute de scolarisation.

2-3- Théories de sous-développement

2-3-1- Approche libérale

- théorie de modernisation de Rostow⁶ :

Selon Rostow, pour atteindre le développement, toute société passe par cinq phases : tradition, transition, décollage (take-off), maturité et consommation intensive. Le problème soulevé par le développement se situe au niveau de la troisième séquence. Cette théorie de sous-développement est assimilée à un retard ou à une réaction temporaire de la part de la société archaïque qui empêche le pays de réunir les conditions préalables au démarrage. La mobilisation de l'épargne est l'une des conditions importantes de décollage dans la mesure où elle permet de générer d'investissement suffisant pour accélérer la croissance économique. Par conséquent une faible formation du capital constitue un obstacle majeur au développement.

2-3-2- Modèle néoclassique de changement structurel

- Théorie surplus de main d'œuvre illimité d'A. Lewis⁷ :

Cette théorie est expliquée à partir de l'existence de dualisme sur le secteur agricole et industriel. Le secteur agricole possède de main d'œuvre illimité. Ils sont attirés dans le secteur industriel dès que les entrepreneurs décident d'augmenter l'investissement et offrent un salaire suffisamment élevé au surplus de main d'œuvre de l'agricole. Manque de main

⁶ Fluctuation et croissance économique par Henri Guitton, 2^e édition Dalloz 1967, p 294.

⁷ Théorie psychosociologique de la croissance

d'œuvre, le secteur agricole est obligé d'accroître son investissement et utilise la technique moderne en vue d'augmenter la productivité. Le secteur agricole se voit alors moderniser. D'où il n'existe plus de dualisme sectoriel. Cette théorie n'est pas applicable dans les pays développés.

- Approche structurelle ou la théorie de dépendance :

Selon cette théorie, le sous-développement est le résultat d'une dominance exercée par certains pays au dépend du reste du monde ; par conséquent, les problèmes de sous-développement ne sont pas internés au PED mais sont plutôt déterminés par des facteurs externes et de façon que les colonies sont intégrées dans l'économie mondiale ; cette intégration a mis les PED dans une situation de dépendance. La situation de dépendance crée un monde où les pays de dépendance sont exploités et dominés par les pays du centre. Pour sortir du sous-développement, les théoriciens de la dépendance préconisent de réformes, politique de bonne envergure, la nécessité de l'intervention directe et déterminée de l'Etat ainsi que la réorganisation de l'ordre économique mondiale. Les pays du centre ont su mettre des encrages sur ces pays périphéries : physique et social, conceptuelle...

- Théorie de destruction- créatrice de Schumpeter⁸ :

Selon Schumpeter, il existe l'Etat stationnaire et l'Etat développé ou révolutionné. Pour rompre cet Etat stationnaire il faut avoir des innovations majeures sur les nouvelles technologies, sur l'organisation, sur les techniques de production, sur l'utilisation de produit nouveau et sur la découverte (découverte de pétrole...). S'il n'y a pas d'innovation, il n'y aura jamais de développement. Innovation implique nécessité de destruction pour pouvoir créer de nouveau.

- Théorie marxiste⁹ :

Selon Marx, l'évolution économique est gouvernée par le matérialisme historique. Ce matérialisme historique est la volonté d'expliquer l'histoire par de facteur matériel. Il existe la superstructure caractérisée par : la culture, mœurs, politique, spirituelle,...et l'infrastructure qui est les motifs économiques, mode de production, technologie, organisation de société. Et à chaque type de société correspond un mode de production.

⁸ Macroéconomie De Gregory N.Mankiw 5^e édition (édition de boeck 2010) p.317

⁹ Fluctuation et croissance économique par Henri Guitton, 2^e édition Dalloz 1967, p 272

2-4- Stratégie de développement

2-4-1- Pour l'industrialisation¹⁰

2-4-1-1- Stratégie de croissance équilibrée

Caractérisée par l'équilibre dans tous les secteurs, l'histoire montre que le développement de toute société doit passer par l'industrialisation. Pour les pays en développement en particulier, l'industrialisation modifierait leur insertion internationale, produirait des effets positifs d'apprentissage de la main d'œuvre, des effets d'entraînement physique qui conduisent donc vers le mouvement autoentretenu de diversification de la production.

L'Etat doit agir de façon à ce que l'ensemble de la structure productive se développe en respectant l'équilibre entre les secteurs. Chacun doit offrir à l'autre fourniture et débouché de marché d'où l'appellation croissance équilibrée.

2-4-1-2- Stratégie de croissance déséquilibrée

C'est-à-dire qu'il y a déséquilibre entre industrie. Il existe des industries qui ont des effets d'entraînement sur les autres industries (ex : les entreprises de sidérurgies qui ont des effets sur les entreprises d'automobile et les transports). Dans cette stratégie, l'accumulation de déséquilibre industriel est considérée comme une puissante force de développement. En effet, la stratégie de croissance vise à favoriser les investissements qui maximisent les liaisons et engendrent les plus grands effets d'entraînement.

2-4-2- Stratégies d'insertion internationale

Dans cette stratégie l'Etat intervient sur l'économie.

2-4-2-1- Industrialisation par la substitution des importations¹¹ (ISI)

Cette stratégie donne priorité à l'industrie nationale et à la production locale. L'Etat intervient et donne beaucoup plus d'avantage au produit national qu'au produit extérieur, c'est pour cela que cette stratégie est accompagnée par des stratégies de protection.

Avantage :

- Comme il existe une protection douanière, il y aura une diminution des importations ; ce qui favorisera une meilleure appréciation de la balance commerciale.
- Avec l'acquisition des techniques modernes, il y aura une amélioration de niveau de compétence et du niveau de qualification de main d'œuvre ; et surtout une diversification de produit local.
- Dans cette stratégie, on espère surtout un décollage économique qui va contribuer à une croissance économique autoentretenu.

¹⁰ Macroéconomie De Gregory N.Mankiw 5è édition (édition de boeck 2010) p.252, 297

¹¹ Economie international de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld 3è édition de boeck 2001 p. 294

2-4-2-2- Industrialisation orientée à l'exportation¹²

Il s'agit de promouvoir les industries capables de produire pour les exportations afin de réduire les dépendances externes et d'éviter tous les maux de l'ISI. Les politiques utilisées :

- La libéralisation du commerce : importation au prix mondiale (matière première, machine, bien intermédiaire) qui implique une croissance de compétitivité des industries exportatrice.
- Système et incitation : subvention, avantages locaux, taux d'intérêt concurrentiel....

Avantage :

- Inexistence de problème de débouché (main d'œuvre illimitée).
- Accroissement de rente de devise, amélioration de la balance commerciale.
- Rationalisation davantage de production.

2-4-3- Promotion de l'IDE¹³

Le FMI définit donc l'IDE comme un investissement effectué par une entité résidente d'une économie dans une entreprise résidente d'une autre économie.

Effet direct de l'IDE :

- emploi : (création d'emploi, investissement à forte industrie de main d'œuvre) ;
- stock du capital (accroissement du FBCF) ;
- valeur ajoutée, ce qui implique la croissance économique ;
- accroissement d'exportation implique l'accroissement des devises, ce qui assure l'amélioration de balance des paiements ;
- transfert de technologie et ouverture de nouveau marché ;
- effet d'entraînement en amont et en aval ;
- effets de concurrence : accroissement de productivité va accroître le niveau de concurrence.

2-5- Les échanges internationaux

Les échanges internationaux permettent à chaque pays de se procurer de biens et de services qu'ils n'en disposent (pétrole, café, minerais...), ou qu'ils ne produisent pas faute de compétence technique et technologique (informatique, haute technologie, qualité de la main d'œuvre...).

¹² Economie international de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld 3è édition de boeck 2001 p. 307

¹³ Economie international de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld 3è édition de boeck 2001 p. 197

Les théoriciens du libre-échange veulent montrer que chacun a un intérêt à ouvrir ses frontières alors que les partisans du protectionnisme démontrent les limites du commerce international.

2-5-1- Les théories classiques des échanges internationaux¹⁴

2-5-1-1- Adam Smith et la théorie de l'avantage absolu

Adam Smith (1723-1790) repose sa théorie sur le principe de la division internationale du travail : chaque pays va se spécialiser dans le domaine pour lequel il possède un avantage productif (prix plus bas) par rapport à ses concurrents. Cette spécialisation permet alors un gain d'efficacité.

Si on se limite à ce procédé, les pays n'ayant pas d'avantage absolu seront exclus du commerce international. Cette théorie suppose qu'il n'existe aucune barrière à l'entrée de produits étrangers sur le territoire national.

2-5-1-2- David Ricardo et la théorie de l'avantage comparatif

Ricardo (1772-1823) suppose que les savoir-faire sont difficilement exportables. Or une meilleure productivité dépend essentiellement des savoir-faire.

Selon sa théorie, nul n'a besoin d'avoir un avantage absolu. Un pays va se spécialiser dans une production pour laquelle il a une meilleure productivité ou la productivité "la moins pire" par rapport à ses concurrents. Il peut ainsi améliorer la productivité d'un produit en abandonnant une production peu rentable. Il démontre aussi que l'ouverture des frontières permet un rééquilibrage automatique de la balance des paiements.

Cette théorie suppose que toute offre est absorbée par la demande. Il n'y a donc pas de contrainte de prix.

2-5-1-3- Concept de la mondialisation

La mondialisation¹⁵ signifie que les frontières économiques nationales tendent à disparaître et que les économies nationales tendent à se fondre dans une économie mondiale. La mondialisation est le résultat de la multiplication des échanges commerciaux et financiers internationaux, du développement des firmes multinationales, et de façon plus générale, de l'internationalisation de l'activité économique.

Effet de la mondialisation :

- Elle encourage la surexploitation des ressources naturelles de la planète.

¹⁴ Economie internationale de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld 3^e édition de Boeck 2001 p. 13

¹⁵ Economie mondiale d'André Dumas, 2006, édition de Boeck, 3^e édition page 194

- Elle favorise la circulation des capitaux des pays les mieux pourvus vers les pays en dépourvus.
- Elle diffuse le progrès technique et plus largement le progrès économique.
- Elle permet le développement des gains mutuels liés à l'échange international.
- Elle permet l'augmentation de la production de richesses et celle du niveau de vie des nations participant aux échanges internationaux.
- Elle favorise l'efficacité productive grâce à la spécialisation des partenaires commerciaux dans les productions où ils disposent d'un avantage comparatif.

CHAPITRE 2 : GENERALITE SUR LE SECTEUR MINIER

Les ressources naturelles se situent à la base de la réalité économique. Presque tous les pays ont utilisé ce levier pour déclencher la construction de leur structure industrielle.

La définition réduite du terme ressource naturelle est les matières que l'on retrouve à l'état brut dans l'environnement, qui sont de nature renouvelable ou non-renouvelable et qui sont vierges de transformations secondaires avant d'être intégré au système économique.

Section 1 : Secteur minier et théories économiques

Déjà, les mercantilismes¹⁶ bullionistes ont assimilé la richesse aux métaux précieux, or et argent. Le mercantilisme est une politique économique qui s'appuyait sur un corps de doctrines préconisant l'intervention de l'État pour développer la richesse nationale, ce développement étant assuré par l'excédent des exportations sur les importations, dans un contexte marqué par l'expansion du commerce international. Les mercantilistes considéraient l'or et l'argent comme des indicateurs de la puissance d'un pays. Dépourvu, à la différence de l'Espagne, de l'apport que représentaient les mines d'argent et d'or du Nouveau Monde, un pays ne pouvait accumuler ces métaux précieux qu'en vendant aux autres pays plus de marchandises qu'il ne leur en achetait, accumulant ainsi un excédent de sa balance commerciale, qui contraignait les autres pays à combler leurs déficits en se dessaisissant de l'or et de l'argent en leur possession.

Les mercantilismes bullionistes pensaient alors, de faire entrer de maximum d'or et de ne pas en faire sortir hors de frontière en interdisant l'exportation. Pour les nations qui n'exploitent ni de mines d'or, ni d'argent, elles tentaient d'attirer à elles les métaux précieux par diverses politiques.

1-1 - Marché des ressources minières

Quand les produits miniers sont extraits du sous-sol, ils attendent des acheteurs. Ces ressources minières sont vraiment importantes et on peut attendre à beaucoup de demandeurs. Nous allons développer ci-dessous en fonction de quoi les vendeurs offrent leurs produits et d'un autre côté les acheteurs demandent ces produits.

1-1-1 Offre de ressources minières

Il s'agit de matières premières. Mais en général, il existe une multitude de forme et de taille d'agents offreurs, de la concurrence imparfaite au monopole privé ou public. Le secteur

¹⁶ Cours d'Eric Mandrara, Histoire de la pensée économique, 1^{ère} année

minier est constitué d'un oligopole mondial. En 2007, l'entreprise la plus importante dans le secteur est BHP Billiton¹⁷.

Les facteurs qui agissent directement sur l'offre sont, en général¹⁸ :

- la production actuelle, avec ses caractéristiques de rentabilité, de capacité de production, et aussi de géologie, de technologie,...
- les prix des facteurs de production (soit le capital-humain et le capital-machine) ;
- le transport (par la mer en général pour les mines de types industrielles : ilménite, nickel...) ;
- les stocks et la force relative des différentes monnaies.

1-1-2- Demande des ressources minières

Les facteurs agissant sur la demande sont avant tout la consommation, le degré d'industrialisation, l'état de la technologie, et la fabrication de biens d'équipements qui est très concurrentielle.

Le respect de l'approvisionnement est impératif car la demande doit être satisfaite ; en cas de défaut ou de retard d'approvisionnement les intermédiaires vont vers une autre source de substance. L'industrie lourde, les industries de transformation de l'énergie, la plupart des industries de biens de consommation, l'aéronautique, la haute technologie, l'armement et les diverses applications militaires dépendent de l'approvisionnement en ressources minérales.

Mais certains agents-acheteurs exercent une influence importante sur la demande de ressources minières. Face à une multitude de producteurs, certaines multinationales sont en mesure d'imposer une forte pression à la baisse sur le prix offert. Aussi, sur l'offre comme sur la demande, la spéculation est un élément omniprésent. Son importance est non-négligeable puisque dans certaines situations, elle est presque entièrement responsable des fluctuations ponctuelles des prix sur le marché. Evoquer les cas du pétrole brut ou du marché du cuivre devrait suffire pour confirmer cette réalité. Ce fait dénote d'une chose : tous les efforts des modèles économiques seront vains s'ils ne cernent pas avec précision le comportement de ces agents-spéculateurs.

¹⁷ Un des plus grand entreprise minier au monde. L'entreprise opère dans différent pays au monde : Australie, Etats-Unis : Nouveau mexico, Indonésie, Brésil, Canada, Chili, Mali, Zimbabwe, Afrique du Sud et Norvège. L'entreprise produit de fer, charbon, cuivre, or, zinc, plomb, nickel, platine, diamants, manganèse, titane.

¹⁸ L'offre et la demande sur le marché des minerais et métaux de J.G. Placet 1989

1-1-3- Equilibre obtenu par les deux droites

D'autres facteurs plus spécifiques qui peuvent modifier l'offre et la demande des substances minérales sont¹⁹ :

- l'histoire de la substance, de ses utilisations, de ses prix, des crises auxquelles elle a été associée ;
- l'actualité nationale et internationale, et ce qui peut modifier l'attitude des producteurs ou des consommateurs, les principaux mouvements des partenaires politiques, les conflits ;
- les évolutions économiques mondiales et nationales, niveaux de consommation, tendances et goûts ;
- l'état des ressources primaires, la découverte de nouveaux gisements ;
- les problèmes ou, à l'inverse, les progrès en exploitation, en traitement, en transformation, ouvertures ou fermetures de mines et d'usine ;
- les actions gouvernementales en relation avec la substance et l'industrie minière, le code minier, le code des investissements, la fiscalité, l'environnement et la pollution.

Par la rencontre de l'offre et de la demande, nous obtenons un prix et une quantité d'équilibre, qui vont influencer l'entrée ou la sortie d'éventuels agents producteurs ou acheteurs. La théorie économique dit qu'en situation de concurrence pure et parfaite, nous pouvons obtenir ainsi une idée de la meilleure répartition possible des ressources, de façon à maximiser l'utilité totale de la société. Cet équilibre idéal est le point de départ des jugements normatifs des économistes sur notre monde. Or, le problème prend toute sa forme dans le fait que cet équilibre est biaisé par son refus initial de la réalité de l'objet. En d'autres mots, le modèle ne représente pas notre monde réel. Le statut de domination de l'équilibre de marché idéal sur le réel est donc illégitime. En fait, cet équilibre est en mouvement perpétuel. Et même si l'on complexifie énormément le modèle pour créer un modèle dynamique et évolutionniste, le même problème de base demeure : la tension avec la réalité.

1-2- Ressources minières, moteur de l'activité et croissance économique

Les ressources naturelles sont indispensables à la croissance. Si on raisonne au niveau global, il ne saurait y avoir d'activité économique sans matières premières. Selon Kuznets²⁰, la

¹⁹ L'offre et la demande sur le marché des minerais et métaux de J.G. Placet 1989

²⁰ Kuznets, Simon (1901-1985), économiste et statisticien américain d'origine russe

croissance économique moderne repose sur les ressources naturelles (charbon, pétrole, gaz...).

L'industrie minière regroupe les établissements dont l'activité principale est l'extraction de substances minérales d'origine naturelle.

Les ressources minières sont extraites du sous-sol ou offertes par le sol. Elles correspondent aux richesses minérales qui se présentent sous la forme de gisements miniers. Elles font partie des ressources naturelles. Certaines de ces ressources minières sont des ressources énergétiques : combustibles fossiles comme le charbon, le pétrole ou le gaz. Il existe également les minerais métalliques comme le fer, la bauxite, l'or, le nickel, le cuivre, l'argent, le zinc, le titane et les minerais non métalliques comme la potasse ou le phosphate. En effet certaines économies bien dotées en ressources naturelles ont connu un développement rapide comme les Etats-Unis.

1-2-1- Echanges de ressources minières et croissance

1-2-1-1- Ressources naturelles et spécialisation

Les ressources minières peuvent être à l'origine d'un avantage en termes de coûts de production pour une économie nationale de manière implicite comme chez Smith (les avantages absolus) et chez Ricardo (les avantages comparatifs) ou de manière explicite comme dans le cadre de l'approche HOS²¹.

1-2-1-2- Ressources minières en tant qu'innovation par Schumpeter

Cette innovation est démontrée actuellement par : le rôle du charbon dans la révolution industrielle anglaise, le rôle du pétrole dans la seconde révolution industrielle.

1-2-1-3- Ressources minières et les transferts technologies

Les grands investisseurs miniers étrangers importent la majeure partie de leur matériel d'extraction, ainsi que les services techniques, financiers et l'encadrement nécessaires à l'exploitation des mines. Les entreprises africaines capables de fournir ces matériels et ces services sont très rares et se concentrent surtout en Afrique du Sud. Une fois extrait, le minerai brut est exporté pour être raffiné ou transformé.

1-2-1-4- Utilisation pertinente de la rente

La notion de rente désigne originellement une rémunération liée à un droit de propriété sur une ressource rare. La rente foncière rémunère la propriété de la terre. Il faut savoir répartir et bien imposer la rente.

²¹ Heckscher, Ohlin et Samuelson

1-2-2- Evaluation économique du projet minier

L'industrie minière est le secteur économique qui regroupe les activités de prospection, de recherche, d'exploitation de mines et de transformation des produits extraits. Elle est à la source de la production de nombreux biens d'équipements et de consommation. L'industrie minière comporte aussi toute une logistique de transport. Du train au bateau, et du camion à l'avion, on décharge et expédie des millions de tonnes de ces substances minérales extraites, tout en amenant des milliers de travailleurs d'un site à l'autre.

L'exploitation d'un site minier comporte :

- des activités d'extraction ;
- des activités de concassage et de broyage ;
- des activités de lavage et de séchage ;
- des activités d'agglomération ;
- des activités de calcination ;
- des activités de lixiviation ;
- des activités de séparation des minerais.

Comme toute entreprise, une entreprise minière, avant de s'initier dans l'activité, doit évaluer le fonctionnement de l'entreprise dans la phase de réalisation puis l'exploitation de la mine pendant toute sa durée de vie.

Les données nécessaires utiles à cette évaluation de la rentabilité d'un projet sont de trois sortes :

- Données générales : identification du projet, substances exploitées, pays, monnaie, inflation, conditions d'emprunt, taux d'actualisation.
- Données techniques : tonnages et teneurs de réserves, production annuelle stérile et minerais, performance de la laverie, performance de la mine.
- Données économiques : coûts opératoires mine, évaluation coûts opératoires laverie, coûts généraux, frais du concentré (transport-métallurgie), cours de la substance vendue, investissement (montant et échelonnement), taux de dépréciation des immobilisations.

Quand toutes ces données ont été prises en compte et que la décision de l'investissement a été prise, l'entreprise va se projeter dans le futur pour analyser le fonctionnement de l'entreprise.

Section 2 : Fiscalité minière et impact socioéconomique du secteur minier

La fiscalité minière n'est pas une nouveauté. Les produits minéraux sont exploités depuis des milliers d'années, et tout au long de l'histoire les dirigeants et les gouvernements ont taxé les

mines pour s'approprier une partie de la richesse créée. Nous décrirons ici la fiscalité minière telle qu'elle est appliquée aujourd'hui, en particulier dans les pays en développement. Mais dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui, la politique fiscale tient de plus en plus compte de facteurs qui ne jouaient pas un rôle majeur par le passé.

2-1- Différents types d'impôts dans le secteur minier

2-1-1- Impôt sur les recettes ou Impôt sur les bénéfices

Au début du XXe siècle, le principal impôt sur les recettes était une sorte de redevance sur la production. Aujourd'hui, la plupart des pays assoient plutôt les impôts sur les bénéfices. Pour définir un impôt sur les bénéfices, il faut fixer deux paramètres essentiels, le taux d'imposition et l'assiette fiscale. Dans la plupart des pays, les autorités agissent davantage sur l'assiette fiscale que sur le taux d'imposition. Généralement, le taux d'imposition est uniforme pour tous les contribuables ou pour tous les contribuables réalisant des bénéfices similaires. De nombreux pays ont un taux unique applicable à tous les contribuables commerciaux et quelques-uns ont un régime progressif c'est-à-dire que le taux d'imposition augmente en fonction du niveau des bénéfices. Au cours des deux dernières décennies, il y a un mouvement général de réduction des taux d'imposition des bénéfices et aujourd'hui il est rare que ce taux dépasse 35%. Lorsque l'Etat veut offrir des incitations ou atteindre des objectifs qui peuvent être réalisés au moyen de mesures fiscales, il recourt généralement à l'application de taxes spéciales non assises sur les bénéfices et à la modification de l'assiette fiscale (allègements d'impôt, crédits d'impôt, etc...).

2-1-2- Redevances

C'est courant et peut être assise sur le volume, la valeur ou le bénéfice.

Au cours du dernier siècle, on a eu tendance à abandonner les régimes fiscaux fondés sur des redevances au profit de mécanismes fondés sur la capacité contributive, c'est-à-dire d'impôts assis sur les bénéfices. Certains pays ont totalement supprimé les redevances minières et d'autres ont réduit leur importance. Certains pays emploient ou non des redevances pour accroître les recettes fiscales provenant du secteur minier.

Cette redevance est importante pour la préservation du patrimoine. Dans la plupart des pays, le sous-sol appartient à l'Etat. Si une entreprise exploite des ressources de l'Etat, celui-ci peut juger nécessaire de montrer qu'il a reçu quelque chose en échange. Les compagnies minières ne réalisent pas toujours des bénéfices imposables et il n'y a donc pas de garantie que l'Etat reçoive des impôts fondés sur le bénéfice en échange des ressources perdues. Même si les

mines sont déficitaires et ne produit rien, les Etats percevront quand même des revenus qu'est la redevance.

2-1-3- Droits d'importation et d'exportation

Le droit d'importation et le droit d'exportation sont très rares, et ont souvent des exemptions.

Les pouvoirs publics emploient depuis longtemps les droits d'exportation et d'importation pour atteindre divers objectifs fiscaux et autres: améliorer les installations portuaires et infrastructures de transport, protéger les producteurs locaux contre les importations de produits moins coûteux, restreindre l'importation de produits provenant de pays autres que le pays colonisateur, etc...

L'industrie minière est une industrie capitaliste qui emploie des équipements spéciaux généralement importés. En conséquence, les droits d'importation sur les biens d'équipement réduisent directement la rentabilité des mines durant les premières années. Dans les études de faisabilité, on établit des projections de rentabilité, par exemple pour calculer un taux de rendement interne, et ces projections sont très influencées par les dépenses importantes qui doivent être engagées durant les premières années. Un droit d'importation même modeste sur les biens d'équipement peut compromettre la rentabilité d'un projet marginal. La concurrence internationale pour attirer les investisseurs dans le secteur minier est féroce et la plupart des pays ont soit supprimé les droits d'importation sur le matériel d'exploitation des mines ou mis en place divers mécanismes pour en exempter certains projets ou les équipements nécessaires. Il était fréquent que certains pays appliquent des droits d'exportation aux matières premières minérales, non seulement pour lever des recettes, mais aussi pour encourager les activités de transformation sur place. Par exemple, les exportations de minerais et de concentrés peuvent être assujetties à un droit élevé et les exportations de métaux affinés ou fabriqués à un droit minime ou réduit. En raison de l'intensification de la concurrence mondiale, la plupart des pays ont supprimé ou ramené à zéro les droits d'exportation sur les produits minéraux, quel que soit le degré d'ouvrison.

2-1-4- Droits sur les demandes, les documents délivrés et l'enregistrement

Les droits de demande, d'émission ou d'enregistrement sont très courants mais généralement minimes.

La plupart des pays en développement prélèvent des droits minimes pour la demande et la délivrance de documents liés à l'exploration et aux activités minières. Ces droits sont généralement modestes et servent à couvrir les frais de l'organe administratif. Lorsqu'ils sont plus élevés, cela peut être dû à la volonté de décourager les spéculateurs.

2-1-5- Droits de superficie

Le droit de superficie est aussi très courant et aussi généralement minimes.

De nombreux pays perçoivent un droit sur les activités économiques qui emploient la terre et dans de nombreux cas cela s'applique également aux activités minières. L'appellation du droit varie selon les lieux mais la plus fréquente en français est "droit de superficie". Ces droits sont habituellement calculés par l'application d'un taux qui dépend de la nature de l'activité à la superficie employée pour cette activité.

Ce genre de droit pose de difficulté de politique fiscale sur les activités minières auxquelles il convient d'appliquer un droit de superficie. En effet, la réponse à cette question dépend de l'étape dans laquelle se trouve l'activité minière. Les activités désignées par les mots reconnaissance, exploration et prospection consistent à rechercher des gisements. Ces activités ne sont pas à proprement parler une utilisation de la terre car elles n'interfèrent guère avec les autres utilisations préexistantes. En revanche, l'aménagement d'une mine, l'extraction des ressources et leur transformation constituent une utilisation de la terre. Durant la phase d'exploration, l'investisseur alloue au projet un certain montant. Plus les montants affectés à la prospection elles-mêmes sont importants, plus il y a de fortes chances de trouver des gisements exploitables et qu'une mine imposable finira par être créée.

2-1-6- Taxe à la valeur ajoutée

Le TVA est courante, et il y a généralement des exemptions ou des crédits.

La plupart des pays du monde adoptent ou ont déjà adopté la taxe à la valeur ajoutée (TVA), mais certains ont décidé de ne pas le faire car elle représente une lourde charge administrative tant pour le contribuable que pour l'Etat. Dans les pays qui l'appliquent, elle est perçue sur la plupart des achats de biens d'équipement et de services. Comme il s'agit d'une taxe à la consommation et que les exportations de produits minéraux sont exposées à la concurrence mondiale, presque tous les pays exportateurs de produits minéraux annulent son incidence sur ces exportations. Les moyens employés à cet effet sont très divers et plus ou moins complexes et lourds à administrer. Le plus simple consiste à exonérer de TVA les projets ou produits répondant à certains critères.

La TVA perçue sur les équipements et services importés peut être une lourde charge pour un projet minier très capitalistique. Lorsque les exportations sont exemptées de TVA, il est difficile de compenser la TVA perçue sur les importations. La plupart des pays annulent la TVA sur les importations de biens et de services au moyen de mécanismes d'exonération, de rabais, de crédit d'impôt, de remboursement ou de versement différé. Beaucoup de pays compensent la TVA pour les entreprises exportatrices ou les en exemptent, mais y

assujettissent les entreprises minières qui desservent le marché intérieur, ce qui est une forme de discrimination.

2-1-7- Impôts locaux

Les impôts locaux sont courants et généralement assis sur la propriété foncière, à sa valeur comptable ou estimée.

La répartition du produit de l'impôt est un autre aspect important de la politique fiscale. L'Etat perçoit tous les impôts puis redistribue les recettes au moyen du budget général ou il laisse les collectivités locales sur le territoire desquelles se trouvent des mines percevoir certains impôts. De plus en plus d'observateurs et de responsables réclament une décentralisation du pouvoir fiscal et certains pays en développement, comme les Philippines et l'Indonésie, ont soit institué de nouvelles dispositions relatives à la fiscalité locale dans leurs lois sur les mines soit accordé aux collectivités locales de nouveaux pouvoirs fiscaux. La forme la plus courante d'impôt local est l'impôt foncier assis sur la valeur comptable ou sur une valeur estimative de la mine. Un autre mécanisme, souvent employé dans les pays à régime fédéral, consiste à faire verser les redevances minières directement aux provinces.

2-1-8- Autres impôts

Il existe aussi d'autres impôts mais ils sont très rares:

- Retenue à la source (courante : intérêts, dividendes et services) ;
- Droit de timbre (courant, généralement minime) ;
- Taxe sur les ventes (rare, il y a généralement des exemptions) ;
- Charges sociales assises sur la masse salariale et versées par l'entreprise (courantes) ;
- Prise de participation de l'Etat (très rare sauf en Afrique de l'Ouest).

2-2- Contribution du secteur minier dans l'ensemble de l'économie du pays

²² En général, si le secteur minier a une influence considérable sur la stratégie de développement d'un pays, et tient ainsi un rôle important dans l'économie de ce pays, la part du secteur minier dans la contribution du revenu de ce pays doit être comme suit : 1) > 5-10 pour-cent du revenu fiscal ; 2) >15-25 pour-cent des revenus à l'exportation ; 3) >3-5 pour-cent du produit national brut (PNB) ou 4) >10-15 pour-cent de la main d'œuvre industrielle.

²² Secteur minier de R. Kunanayagam, G. McMahon, C. Sheldon, J. Strongman, M. Weber-Fahr, avant-projet pour commentaire, Août 2000.

2-2-1- Impact positif possible pour les pauvres et les autres groupes vulnérables

L'industrie minière peut aider à réduire la pauvreté de diverses manières, essentiellement par la génération de revenu et par la création d'opportunités de développement d'industries connexes ou secondaires.

2-2-2- Impact fiscal et revenu en devises étrangères

Une industrie minière commerciale peut représenter une source importante de revenu en devises pour un gouvernement de même que de recette fiscale. Lorsqu'elles sont bien gérées, les rentrées en devises et les taxes produites par la mine peuvent être utilisées par les gouvernements pour la croissance économique générale et comme source de financement pour supporter les budgets nationaux dans le secteur social et des programmes de réduction de la pauvreté. L'impact fiscal important de la mine se retrouve dans des pays tels que le Chili, le Mexique, Botswana, le Ghana, l'Afrique du Sud, et Papua Nouvelle Guinée.

2-2-3- Création de l'emploi

La mine à échelle réduite fournit de l'emploi à environ 13 millions de travailleurs et à leur famille dans le monde, en particulier dans des pays tels que la Bolivie, le Brésil, le Burkina Faso, la Chine, la Colombie, le Congo, le Ghana, l'Équateur, l'Inde, l'Indonésie, le Madagascar, la Tanzanie et la Thaïlande. L'industrie minière commerciale assure de l'emploi et de la formation aux travailleurs et peut représenter une source importante de services sociaux aux populations lointaines. Toute forme d'industrie minière peut être accompagnée d'une croissance de l'activité de petites et micro entreprises, qui assurent les fournitures et services aux compagnies minières, aux mineurs et à leur famille créant ainsi des revenus supplémentaires importants.

2-2-4- Développement de l'économie locale

On peut voir que les grandes mines investissent beaucoup dans le développement de l'économie locale en assurant la formation, des services publics tels qu'éducation et services de santé et des biens publics tels qu'eau propre, transports, énergie et infrastructure.

2-2-5- Source d'énergie

Dans les pays avec importantes ressources en charbon, tels que l'Afrique du sud, la Chine et l'Inde, le charbon est une source d'énergie non négligeable qui contribue au développement économique. Dans les pays aux hivers rigoureux tels que Russie, Ukraine, Mongolie et Kazakhstan, le charbon est essentiel au chauffage.

2-2-6- Impact négative

- Développement économique :

Les salaires plus importants des mineurs peuvent provoquer une augmentation des prix locaux; et de plus, le pauvre et la population non mineurs peuvent n'avoir qu'un accès limité aux services fournis par la mine.

De plus à cause du développement du secteur minier, d'autres secteurs peuvent être disparus ou devenus minimes. Par exemple disparition du secteur agricole : Tous les paysans vont travailler sur l'exploitation minière au lieu de travailler sur leur terre.

- Gouvernement, gestion macro-économique et corruption :

Tous les pays offrant des ressources naturelles importantes ne possèdent pas nécessairement un cadre attirant pour les investissements directs étrangers afin de profiter des possibilités de création de revenu fiscal; en outre, les compagnies minières, en particulier lorsqu'elles sont nationalisées, ne sont pas toujours gérées avec efficacité sur le plan financier et industriel correct. Les économies dépendant sur leurs ressources minérales ont plus souvent des problèmes de gouvernance et de corruption que les économies non minières.

De plus, les conséquences négatives d'une mauvaise gestion macro-économique peuvent se faire sentir plus durement dans le cadre d'une économie minière que non minière. La présence d'une mine va gonfler les salaires et maintenir un taux de change élevé ce qui empêchera d'autres secteurs d'être compétitifs internationalement et de participer à la croissance à l'exportation. Le coût d'une mauvaise gestion macro-économique est élevé lorsqu'on considère l'apport fiscal important de la mine et en particulier si on pense que les ressources minières ne sont pas renouvelables.

- Le syndrome hollandais :

Le syndrome hollandais est un phénomène économique qui relie exploitation de ressources naturelles et déclin de l'industrie manufacturière locale. Le syndrome hollandais désigne les conséquences nuisibles provoquées par une augmentation importante des exportations de ressources naturelles par un pays.

Le modèle suivant permet de mieux comprendre ce phénomène.

Dans ce modèle, l'économie est divisée en trois secteurs : un secteur « très compétitif » soumis à la concurrence internationale (par exemple la production de pétrole), un secteur peu compétitif soumis également à la concurrence internationale et un troisième secteur non exposé à la concurrence internationale (commerce de détail, services à la personne, construction,...).

Une hausse de la rentabilité de la production du secteur très compétitif (liée à une hausse du prix de vente, de découverte de nouvelles ressources, etc.) affecte cette économie de deux façons :

- déplacement de la main-d'œuvre vers le secteur très compétitif, où les rémunérations augmentent du fait d'une demande plus élevée : cela se fait au détriment des autres secteurs (désindustrialisation directe). Cet effet est tout de même généralement assez faible, car les industries extractives emploient généralement peu de monde.
- « effet revenu » : les revenus supplémentaires à la disposition des agents économiques du pays (l'État par exemple) vont accroître la demande de biens, importante principalement pour le secteur non exportateur (construction d'infrastructures par exemple), et provoquer une hausse générale des prix dans le pays et une hausse du taux de change réel. Cette hausse des prix se fera au détriment du secteur exportateur le moins compétitif, qui devra payer ses fournisseurs et ses employés plus cher (désindustrialisation indirecte). Les prix à l'exportation de celui-ci augmenteront, alors que ceux des secteurs exportateurs resteront fixés par le marché international.

Le secteur peu compétitif soumis à la concurrence internationale est pénalisé, et donc va se réduire.

CHAPITRE 3 : EXEMPLES DES ECONOMIES DES PAYS BASEES PAR LES RICHESSES MINIERES

Section 1 : Industrie minière Canada

Au Canada, l'industrie minière exploite des gisements souterrains et à ciel ouvert de minéraux métalliques et non métalliques, ces derniers étant pour la plupart des minéraux industriels.

1-1-Innovation minière : une industrie dynamique et technologiquement avancé

L'industrie minière canadienne s'est profondément transformée en industrie de haute technologie et compte aujourd'hui parmi les industries les plus dynamiques et les plus technologiquement avancées au monde. À cause de ses liens étroits avec d'autres secteurs de haute technologie à titre d'utilisateur de leurs technologies ou de fournisseur de produits intermédiaires, le secteur minier est un des moteurs de la nouvelle économie nationale. Par ailleurs, l'industrie accorde une plus grande priorité à l'amélioration de ses résultats environnementaux et de ses conditions de santé-sécurité au travail.

Les mines canadiennes offrent tous les traits d'une industrie dynamique et technologiquement avancée. De 1989 à 1998, le secteur des métaux de première transformation a occupé le tout premier rang au Canada pour l'utilisation de technologies d'avant-garde. La productivité totale des facteurs s'est accrue de 3,1 % dans le secteur minier de 1984 à 1998. C'est presque trois fois plus que le taux général d'accroissement de la productivité au Canada et bien plus que le taux américain correspondant. L'industrie minière compte parmi les premières industries d'investissement au Canada. En 2001, les investissements en extraction minière, pétrolière et gazière représenteront 15,5 % de l'ensemble des investissements privés et publics. Le secteur minier crée des emplois en haute technologie qui sont destinés en grande partie à des travailleurs ayant un bagage postsecondaire.

1. Nickel : Poudres extrafines de nickel destinées aux puces de condensateurs
2. Or : Alliages d'or à 35 % destinés aux tuyères de propulseurs de navette spatiale
3. Cuivre : Puces informatiques à grande vitesse « Copper mine »
4. Zinc : Revêtements thermiques d'oxyde de zinc qui protègent les antennes de la sonde spatiale Cassini
5. Minerai de fer : L'oxyde de fer entre dans la fabrication de matériau multicouche de stockage magnétique de données en grande densité
6. Uranium : Traceurs chimiques radioactifs de la médecine nucléaire
7. Groupe du platine : Condensateurs céramiques multicouches(CCMC)
8. Argent : Câbles légers et compacts de supraconduction en télécommunications

9. Cobalt : Superalliages destinés aux moteurs à réaction

10. Plomb : Piles comme source d'énergie stationnaire dans les systèmes d'alimentation des réseaux de télécommunications et d'informatique.

1-2- Retombées économiques

Si la production de minerais et de métaux de première transformation s'accroît de 1 milliard de dollars, la demande de biens et de services au Canada s'élève de 615 millions. De ce fait, ce milliard de plus a pour effet d'augmenter la demande de 839 millions de dollars à l'échelle des programmes ultérieurs de dépenses. Un milliard de dollars d'investissement en extraction et en première transformation des métaux détermine directement une demande de 993 millions de dollars et une demande de 1,3 milliards pour tous les programmes ultérieurs de dépenses.

L'industrie minière canadienne apporte une contribution essentielle à la prospérité et à la croissance économique. Elle est maintenant un joueur majeur dans l'économie du Canada. En 2003, les industries de l'exploitation minière et de la transformation minérale ont contribué plus de 42 milliards \$ à l'économie canadienne. De plus, près de 80 % de productions de métaux et de minéraux sont exportées. De ce fait, le Canada, comme étant une nation dépendante des échanges commerciaux, a besoin de l'industrie minière. Le secteur minier compte pour près de 19 % des exportations totales au pays.

Sur les technologies de pointe, l'équipement perfectionné et les technologies de pointe ont beaucoup amélioré l'efficacité des activités minières, allant des procédés d'exploration et d'extraction à la production de produits métallurgiques. Le nouveau visage de l'industrie minière au Canada comprend des travailleurs qui intègrent la technologie dans chaque aspect de leur travail, ayant recours à la robotique, aux ordinateurs et à l'équipement de pointe. En fait, un mineur siège à un poste de travail en surface et fait fonctionner de l'équipement minier situé à des milliers de mètres sous le sol (télé-extraction). L'industrie minière apporte une contribution essentielle à la prospérité économique du Canada.

- La valeur globale de la production dans les industries des mines, de la transformation minérale et de la production métallique totalise **environ 42 milliards \$** par année.
- La valeur des livraisons de minéraux métalliques se chiffre à quelque 3,2 milliards de dollars.
- Le Canada est l'un des pays où il s'effectue le plus d'exploitation minière, produisant en effet plus de **60 minéraux et métaux**.

- Les mines ont permis de développer plusieurs régions du Canada notamment : Glace Bay, Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Sept-Îles, Labrador City, Timmins, Sudbury, Fort McMurray.
- Plus de 115 collectivités partout au pays dépendent de l'industrie des minéraux.
- Au cours des cinq dernières années, la contribution du secteur des minéraux et des métaux représente en moyenne près de **5 %** du produit intérieur brut (PIB) du Canada.
- Le Canada se classe au premier rang mondial pour la production de potasse et d'uranium, et parmi les cinq premiers producteurs de nickel, de cobalt, de concentré de titane, d'aluminium, magnésium et des métaux du groupe du platine, de gypse, d'amiante, de cadmium, de zinc, de sel, de molybdène et de diamants.
- Le Canada est le troisième plus grand producteur mondial de diamants, ceci représente près de 10 % de l'approvisionnement mondial au poids, et 14 % du marché mondial à la valeur.
- L'industrie minière représente environ 55 % du fret commercial des chemins de fer canadiens et 60 à 75 % du trafic portuaire canadien.
- L'industrie minière canadienne a payé **8 milliards \$ en impôts** aux gouvernements fédéral et provinciaux/territoriaux.
- Le secteur des minéraux et des métaux comptait 363 000 travailleurs en 2007, qui étaient répartis comme suit : 51 000 pour l'extraction minière, 79 000 pour la première transformation des métaux, 55 000 pour la fabrication de produits minéraux non métalliques, et 179 000 pour la production de métaux ouvrés. L'extraction minière emploie environ 23 000 travailleurs pour l'extraction métallique, 22 000 pour l'extraction des non-métaux, et 6 000 pour l'extraction du charbon.
- L'industrie minière assure environ un emploi canadien sur 46.

1-3- Industrie minière canadienne, génératrice d'emploi

L'industrie minière offre des salaires très concurrentiels. En 2007, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des mines de métaux était de 1 200 \$, ces salaires sont 30 %, 29 %, 24 % et 22 % plus élevés des travailleurs des secteurs de la construction, de la fabrication, de la foresterie et des finances/assurances, respectivement.

L'industrie minière a besoin de travailleurs qualifiés. La technologie de pointe utilisée dans l'industrie minière d'aujourd'hui a entraîné une demande accrue pour des travailleurs hautement qualifiés. Les compétences requises varient de l'expertise en extraction minière à la

technologie du traitement des minéraux, en passant par la technologie informatique et la gestion de l'information, entre autres.

L'activité minière canadienne a ouvert la voie à de nombreuses possibilités de carrière partout au pays tant directement dans le secteur que dans les industries qui appuient le secteur minier. La forte croissance de l'industrie minière au Canada au cours des dernières années a créé certains défis au sein de l'industrie pour attirer des travailleurs. Compte tenu d'un taux de départs à la retraite de 40 pour cent et de la découverte de nouveaux gisements sur une base régulière, il faudra des milliers de travailleurs additionnels par année pour répondre aux objectifs de production canadiens prévus d'ici 2016.

Section 2 : Pays africains

2-1-Secteur minier et les minerais en Afrique du Sud

L'Afrique du Sud, célèbre dans le monde entier pour être un trésor, bénéficie d'une abondance de ressources minières, produisant et détenant une proportion importante des minerais du monde. Le pays est un producteur de premier rang de métaux précieux comme l'or et le platine ainsi que de métaux de base et de charbon. C'est le quatrième producteur mondial de diamants.

La richesse de l'Afrique du Sud provient des vastes ressources du pays: environ 90% du platine mondial, 80% du manganèse, 73% du chrome, 45% du vanadium et 41% de l'or. Il n'y a que le pétrole brut et la bauxite que l'on ne trouve pas dans le pays.

Et les spécialistes estiment que le potentiel de découverte d'autres gisements de rang mondial dans des régions qui n'ont pas été encore totalement exploitées est considérable.

2-1-1- Classement économique

La position de l'Afrique du Sud en tant que plus gros producteur d'or du monde, une position qu'elle a occupée pendant plus d'un siècle, a été usurpée par la Chine en 2007. L'or, autrefois métal d'achoppement de l'économie sud-africaine, a vu son importance diminuée avec la diversification de l'économie nationale. Cependant, le secteur minier est toujours crucial pour l'Afrique du Sud, les métaux précieux contribuant à 65% des bénéfices d'exportation de minerais du pays et à 21% du total des exportations de marchandises en 2006.

Le secteur minier est aussi le plus gros employeur d'Afrique du Sud, avec environ 460 000 employés et 400 000 autres employés par les fournisseurs de biens et services à ce secteur. Un accès équitable aux ressources et aux opportunités minières a été défini par la loi en tenant compte d'une participation importante des personnes habituellement écartées faisant l'objet de la charte d'encouragement des noirs à la participation à l'économie du secteur.

Actuellement, plus de 70% de la main d'œuvre du secteur est noire mais moins de 5% des postes à responsabilité sont occupés par des noirs. Des objectifs ont été définis par le gouvernement pour que toutes les sociétés minières devraient atteindre un taux de remplissage de 40% des postes à responsabilité par des sud-africains autrefois défavorisés. Les autres objectifs pour les 10 ans à venir comprennent le transfert de 26% des actifs miniers à des sociétés appartenant à des noirs et en garantissant que 51% des futurs projets miniers soient dirigés par des sociétés appartenant à des noirs.

2-1-2- Points forts

En tant que pays minier important, les points forts de l'Afrique du Sud comprennent un haut niveau de connaissance technique et productive ainsi que des activités de recherche et développement cohérents.

Le pays possède des équipements de traitement primaire de rang mondial couvrant les secteurs de l'acier au carbone, de l'acier inoxydable et de l'aluminium, en plus de l'or et du platine. C'est également un leader mondial dans le domaine des nouvelles technologies telles qu'un processus révolutionnaire qui transforme le minerai de fer très fin en unités ferreuses de qualité supérieure.

Ce type d'enrichissement ou de valeur ajoutée à des matières minérales brutes avant exportation a été identifié par le gouvernement comme un secteur de croissance potentielle important. Il existe des opportunités lucratives de traitement en aval et d'ajout de valeur localement au fer, à l'acier au carbone, à l'acier inoxydable, à l'aluminium, aux métaux du groupe platine et à l'or.

2-1-3- Leaders du secteur

Deux des plus grandes sociétés minières du monde sont originaires d'Afrique du Sud.

- BHP Billiton, la plus grosse société minière du monde, est issue de la fusion entre la société sud-africaine Billiton et la société australienne BHP.
- Anglo American Plc, dont la cotation principale se fait à la bourse de Londres et la cotation secondaire à Johannesburg, détient plusieurs grandes filiales comme Anglo Platinum, Anglo Coal, Impala Platinum et Kumba Iron Ore.
- Diamond miner De Beers, une autre société sud-africaine, est détenue par Anglo American et un consortium dirigé par le gouvernement du Botswana, le plus gros producteur de diamants du monde qui a produit environ 51,1 millions de carats en 2007.

2-2- Mali : meilleur pays minier de l'Afrique en 2010

Mali n'a pas encore d'industrie minière. Toutefois, le développement de ses ressources naturelles semble être la seule option, ou une option clé, pour son développement. En 1990, le Mali n'avait pas de mine en exploitation ; dix ans plus tard, il y en a deux avec une troisième en cours de développement, et l'exportation de minerais est devenue l'article d'exportation le plus important, ce qui contribue sensiblement au revenu fiscal et aux résultats économiques du Mali. Les indices d'une telle situation doivent être les données géologiques qui devraient démontrer la possibilité pour un secteur minier de tenir un rôle important dans l'économie du pays. Le secteur minier fait l'objet, ces dernières années, d'une grande attention de la part des pouvoirs publics qui travaillent à sa promotion à travers une politique volontariste. Actuellement, le secteur minier contribue à environ **6%** au PIB.

2-2-1- Politique minier du Mali

Le pays a multiplié les initiatives comme l'organisation de rencontres nationales et internationales sur le secteur et le projet de relecture du code minier. La mission du gouvernement est de faire en sorte que le secteur minier malien soit connu au plan national et international.

La réalisation de cet objectif passe par une politique attractive qui consiste à mettre en place une plate-forme institutionnelle à travers l'allègement des procédures administratives et fiscales (une politique d'incitation fiscale) en faveur des investisseurs dans le secteur.

A cet aspect d'ordre politique, s'ajoute un aspect économique. En effet, le Mali offre l'avantage d'être compétitif ; alors que le coût d'exploitation des mines sud-africaines a considérablement augmenté ces dernières années, notamment du fait de la hausse des frais d'extraction. L'importance des réserves dont dispose le Mali et le faible coût d'exploitation (du fait du niveau de vie), constituent entre autres les atouts des mines maliennes.

Avec la fin du régime militaire de Moussa Traoré et l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers, les grandes firmes multinationales ont investi le secteur. A l'époque de la fin de l'apartheid en Afrique du sud, les grandes sociétés minières de ce pays s'inquiétaient de l'évolution politique du pays. Elles ont donc cherché de nouveaux territoires d'exploitation dont le Mali.

2-2-2- Succès²³

Le Mali vient d'être classé premier lors de la 8^e édition du prix de « Mining Journal²⁴ » au titre de l'année 2010. Il a ainsi remporté le « prix du meilleur pays minier de l'année 2010 ». Le concours est destiné à valoriser les compétences et les performances des pays et sociétés minières qui se sont distingués durant l'année en matière de développement et de promotion du secteur minier en Afrique. Il s'agit de récompenser le pays qui a amélioré le plus sa politique pour attirer les investisseurs miniers durant l'année concernée.

Ce prix récompense les efforts du pays de faire du secteur minier l'un des moteurs de la croissance. L'élément déterminant du pays a été le projet de code minier qui améliorera les conditions d'investissement minier, et surtout son classement au second rang en Afrique par l'Institut FRASER²⁵.

2-2-3- Principaux produits

Le prestige du secteur minier est le fait qu'il joue un rôle déterminant dans le développement économique du pays.

- La filière or est de loin la plus importante sinon la seule activité génératrice dans le secteur minier avec près de 98 % des revenus d'exportation. La valeur d'exportation d'or a été de 39,8 milliards de FCFA en 1996, de 117 milliards en 1997 et de 128,3 milliards en 1998 et de 149 milliards en 1999. En 1997, les exportations d'or représentaient 36 % du total des exportations du Mali, contre 16 % en 1996. En 2002, l'or a représenté près de 300 milliards de FCFA soit 67 % des recettes d'exportation. Ainsi les ventes d'or ont permis la première réduction du déficit de la balance commerciale du Mali; déficit estimé à 183,5 milliards de FCFA en 2001 contre 204,4 milliards de FCFA en 2000 ;
- les phosphates avec une réserve d'environ 20 millions de tonnes ;
- marbre (plus de 11 millions de tonnes) ;
- granit et dolérite sont exploités par deux entreprises européennes et quelques artisans maliens ;
- il y a d'autres minéraux importants tels que le kaolin, l'argile réfractaire, le gypse, le sel gemme, le manganèse, le lithium, le fer, la bauxite, les schistes bitumeux, le lignite, le nickel, l'étain, le zinc, le plomb et l'uranium ;

²³ L. DIARRA

Journal l'Essor du mardi 22 février 2011

²⁴ Une publication britannique, spécialiste et observatrice avisée du secteur minier africain.

²⁵ Un analyste canadien de stratégie du secteur économique

- le calcaire : Ils sont exploités pour la production de carreaux et de ciment. Les réserves sont évaluées à plus de 122 millions de tonnes réparties dans plusieurs zones.

2-2-4- Impôts, droits et taxes à la charge des entreprises minières

On distingue dans cette catégorie, d'une part les droits fixes liés à l'attribution, le renouvellement ou la cession des titres miniers et la redevance superficielle annuelle, d'autre part les impôts qui frappent l'activité des entreprises minières : l'imposition des bénéfices et l'imposition du chiffre d'affaires, diverses taxes et contribution spécifiques aux activités minières. La spécificité de ces impositions est relative à la nature de l'activité minière des compagnies.

Résumé de la PARTIE 1

Chaque pays s'acharne à procéder à son développement socio-économique. Mais avant de se développer, le pays doit avoir une croissance économique. Pour avoir cette croissance économique, le gouvernement utilise des stratégies. Et ces stratégies se réfèrent à des théories économiques.

Il existe plusieurs théories économiques sur la croissance et le développement. Parmi les théories de la croissance la plus employée, il existe les théories classiques de la croissance, la théorie hétérodoxe de J. Schumpeter (1883 - 1950) de la croissance, *le renouveau de la croissance endogène (depuis 1990)*, les théories contemporaines. Parmi les théories qui expliquent le développement, on peut en citer la théorie de modernisation de Rostow, la théorie surplus de main d'œuvre illimitée d'A. Lewis, l'approche structurelle ou la théorie de dépendance, la théorie de destruction-créatrice de Schumpeter et la théorie marxiste. Des stratégies de développement existent pour appliquer les théories, comme la stratégie de croissance équilibrée, stratégie de croissance déséquilibrée, l'industrialisation par la substitution des importations (ISI), Industrialisation par la substitution à l'exportation (ISE), l'investissement direct étranger (IDE). Mais dans tout cela, l'échange est le plus important : la capacité d'un pays à vendre et à acheter d'autres produits. Cet échange peut se faire selon Adam Smith par la théorie de l'avantage absolue et David Ricardo par la théorie de l'avantage comparatif. C'est la mondialisation qui a permis l'extension de l'échange.

Certains pays comme le Canada, l'Afrique du sud et le Mali utilisent des stratégies, des théories à travers le secteur minier pour le développement de leurs pays. Le secteur minier est considéré comme moteur de l'activité et de la croissance économique. Car selon Kuznets, la croissance économique moderne repose sur les ressources naturelles (charbon, pétrole, gaz...). Le marché des ressources minières est une concurrence imparfaite, il est dominé par des monopoles privés ou publics et d'un oligopole mondial. Beaucoup de facteurs influencent le marché des substances minérales. Le secteur minier apporte des revenus à l'Etat à travers les fiscalités minières qui sont de différentes sortes. L'industrie minière a généré des emplois, et a fait augmenter le PIB. L'industrie minière importe des technologies au pays où l'on exploite des ressources minières à travers l'IDE. Les ressources minières ont innové l'industrie, et le pétrole a joué un rôle important dans le développement industriel. L'industrie minière contribue au développement économique d'un pays tant au niveau local que national.

PARTIE 2 : IMPACT DU SECTEUR MINIER A MADAGASCAR

Madagascar est un pays en voie de développement mais il possède de nombreux gisements miniers. Depuis quelques années, l'Etat malgache a considéré le secteur minier parmi les activités économiques source de développement du pays. Cette partie décrira d'abord la situation économique et le secteur minier de Madagascar puis analysera les impacts du secteur minier sur le développement et la croissance économique du pays et enfin suggérera des solutions d'amélioration pour le bon fonctionnement du secteur sur le développement du pays.

CHAPITRE I : ECONOMIE DE MADAGASCAR ET LE SECTEUR MINIER

Avant 2009, l'économie de Madagascar a connu une expansion, mais après 2009 l'économie a subi une récession. Actuellement en cette année 2012, la situation économique commence à s'améliorer. De même pour le secteur minier, grâce aux nouvelles lois établis par le gouvernement malgache mis en place pour les grands investisseurs étrangers miniers, le secteur commence à se développer et a un impact petit à petit sur l'économie du pays. Dans ce chapitre, nous décrirons la situation économique de Madagascar et ensuite les caractéristiques du secteur minier.

Section 1 : Situation économique de Madagascar

Madagascar est actuellement en période de crise politique. Cette crise politique et avec la crise économique mondiale ont affaibli l'économie du pays.

La croissance du pays est mesurée en général par le PIB. Le PIB est aussi un indicateur du développement du pays.

1-1- PIB de Madagascar

Le PIB est un indicateur du développement. Il mesure la production nationale. La croissance du PIB à Madagascar varie inégalement. Le tableau suivant montre l'évolution du PIB et le taux de croissance durant les cinq dernières années.

Tableau 1 : évolution du PIB (en milliards d'Ar) et du taux de croissance (en%) à Madagascar

	2005	2006	2007	2008	2009	2010 (provisoire)	2011 (provisoire)
PIB aux prix de marché	10559,1	11815,2	13768,0	16099,5	16677,5	18225,5	20175
Taux de croissance économique (en%)	4,6	5,0	6,2	7,1	-4,1	0,5	2,8

Source : INSTAT

Le produit intérieur brut²⁶ (PIB), est l'évaluation monétaire de la somme des valeurs ajoutées créées en une année par toutes les entreprises nationales et étrangères, implantées sur le territoire d'un pays. Le PIB est égal à la somme en valeur de la consommation privée, de l'investissement, des dépenses de l'État, des variations des stocks et des exportations, moins celle des importations. Les différents secteurs de l'économie (l'agriculture, ou secteur primaire, l'industrie ou secteur secondaire, et les services, ou secteur tertiaire) contribuent au PIB à des degrés divers.

Les activités économiques commencent à s'épanouir après la crise 2002. Les investisseurs étrangers, les dons et les aides se sont revenus et augmentés. La politique économique appliquée par l'Etat est l'une des causes de ces venues des investisseurs étrangers. Le PIB de M/car connaît une croissance incessante durant ces cinq dernières années même si les crises économiques mondiales et la crise politique persistent. Cette croissance est due à l'augmentation des activités économiques et à l'arrivée des investisseurs étrangers. Durant ces années, on a remarqué une expansion importante de création d'entreprise et services à Madagascar et les populations sont très actives. Cette augmentation du PIB est accompagnée d'une augmentation du taux de croissance économique jusqu'en 2009.

Car en 2009, le taux de croissance économique connaît une valeur négative de -4,1%. Cette diminution était due à l'existence de la crise politique qui a fait ralentir l'activité économique. Une diminution de l'offre qui favorise une baisse de la demande. La crise a fait reculer les investisseurs étrangers et locaux d'où une diminution des productions en cette année. Après cette année, on espère une augmentation incessante du taux de croissance. Ce taux s'améliore en 2010 pour obtenir 0,5% grâce au redressement de la situation politique et économique.

²⁶ Cours de Mr HERY RAMIARISON développement et croissance 3^{ème} année

A cause de la situation qui existe à Madagascar actuellement, l'Etat malgache a instauré une politique d'austérité, bonne gouvernance et transparence²⁷. En 2011, l'Etat espère obtenir un PIB équivalent à 20 174,8 milliards Ariary.

1-2- Taux d'inflation

Il est utile aussi de connaître l'évolution du niveau d'inflation. L'inflation est l'augmentation incessante de niveau de prix. Le tableau suivant montre cette évolution.

Tableau 2 : taux d'inflation (en%) à Madagascar

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taux d'inflation (en%)	18,3	11,5	9,6	9,1	8,5	8,6

Source : INSTAT

L'inflation est un mal économique. En 2005, le niveau de l'inflation est très élevé car il atteint 18,3%. Mais en 2006, ce taux a diminué à 11,6%. En ce temps le niveau économique du pays commence à s'améliorer. Cette diminution du taux d'inflation s'est continuée jusqu'en 2008. Un taux d'inflation de 9,1% est considéré élevé. Cette forte valeur du taux d'inflation est due à la croissance économique. Car la croissance économique est accompagnée toujours de l'inflation.

En 2009, l'année de crise, l'activité économique est en baisse. Ce qui favorisa une diminution du taux à 8,5. En 2010, l'on espère une diminution à 8,6%. Mais d'après la loi de finances pour 2011, le taux d'inflation en 2010 s'est chiffré à 9,8% contre 13,7% prévus initialement.

1-3- Budget de l'Etat malgache

Le budget de l'Etat est caractérisé par les dépenses et les recettes de l'Etat. Le tableau suivant montre l'évolution du budget de l'Etat malgache depuis 2004 à 2011. Le budget de l'Etat est utilisé pour accomplir les principaux rôles²⁸ de l'Etat qui sont : l'allocation optimale de ressource, la stabilisation macroéconomique et la redistribution. Le rôle de l'Etat est lié au rôle de finances publiques.

²⁷ Loi de finances pour 2011

²⁸ Musgrave, économie publique, rôle de l'Etat

Tableau 3 : évolution du budget de l'Etat malgache (en milliards d'Ariary)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Recettes fiscales	887,1	1020,0	1260,8	1573,1	2087,2	1782	1980,2	2311,6
recettes totales	982,4	1102,7	1323,1	1607,7	2136,9	1862,2	2248,5	2418,8
Recettes totales + dons	1653,5	1682,2	6978,4	2200,9	2685,2	2054,4	2422,3	2907,9
Dépenses totales	2045,3	2145,5	5482,1	2569,9	2998,7	2522,8	2578,0	3504,3
Financement intérieur	-102	49,4	74,4	83,7	-155,3	367,6	46,1	362
Financement extérieur	518,2	387,8	4496,2	307,2	478,3	123,1	132,3	233,9
Totales financements	463,8	437,7	4413,9	392,9	342,2	469,1	195,5	595,9

Source : INSTAT rapport économique et financier

Les recettes fiscales constituent la part importante des recettes totales de l'Etat. Les recettes fiscales sont composées des impôts, des taxes et contributions, des droits de douanes, des confiscations et des amendes.

Ce tableau précise que l'année 2009 est une année de crise. Car on remarque une baisse des montants de recettes et des dépenses, même si les chiffres sont encore provisoires. Jusqu'en 2008, l'économie est prospère ; l'augmentation incessante des chiffres sur les recettes et les dépenses le prouve. Durant ces années, l'activité économique est très forte ; la production du pays a augmenté. L'Etat malgache a mis en œuvre une politique nommée MAP (Madagascar Action Plan). Une augmentation élevée des recettes fiscales en 2008 est due à la réforme fiscale. En 2010, l'économie du pays commence à s'améliorer, car on remarque que les recettes se sont augmentées par rapport à l'année 2009. On espère que cette augmentation continue jusqu'en 2011.

On remarque que les montants des dépenses gouvernementales sont plus élevés par rapport aux montants des recettes de l'Etat. Les dépenses de l'Etat sont consacrées aux dépenses de fonctionnement et dépenses d'investissement. Les dons jouent un grand rôle dans le budget de

l'Etat malgache, car les dons vont diminuer l'écart entre les recettes et les dépenses. En 2006, grâce aux dons venant de l'extérieur, l'Etat malgache a pu couvrir ces dépenses. En 2006, le financement est très élevé que les autres années. Une politique d'incitation des investisseurs étrangers a été mise en œuvre en cette période pour accomplir le MAP.

Le financement intérieur est toujours plus faible que le financement extérieur. Les investisseurs nationaux et les ménages ne sont pas motivés à prêter de l'argent à l'Etat malgache, la manque de confiance envers l'Etat persiste encore, cela est due aux mauvaises images de l'Etat malgache.

Section 2 : Généralité sur le secteur minier à Madagascar

2-1-Diverses lois régies le secteur

La conviction que Madagascar dispose des ressources minières de nature à contribuer au développement du pays et l'absence de véritables grands projets en matière minière avaient constitué les principaux motifs de l'adoption des lois suivantes :

- Loi n° 99-022 portant Code minier modifiée par la loi n° 2005-021
- Décret n° 2006-910 fixant les conditions d'applications de la loi n° 99-022 modifiée
- la Loi n° 2001-031 du 8 octobre 2002 établissant Régime Spécial pour les Grands Investissements dans le Secteur Minier Malagasy.

Ce code minier fut établi pour pouvoir règlementer les activités minières. L'activité minière connaît parfois des conflits pour le partage de gain. Il met à l'abri les opérateurs économiques dans ce secteur. Le code minier clarifie distinctement les permis d'exploitation industrielle de grandes mines et ceux d'exploitation de petites mines. Cet aménagement vise à encourager l'exploitation de nombreux gisements de petites tailles. Mis en évidence un peu partout sur le territoire national, leurs exigences administratives et fiscales sont moindres. Le gouvernement a également la volonté de faire participer le secteur minier au développement des collectivités locales à travers l'amélioration de leurs ressources financières. Il visait également à améliorer les principes de transparence.

Le code minier existe afin de mieux prévenir les risques environnementaux et sanitaires, renforcer la participation du public et assurer la sécurité juridique des exploitants.

En 2005 et 2006, les principales réalisations du PGRM (Projet de Gouvernance de Ressource Minérales) pour améliorer le cadre légal et réglementaire du secteur sont la promulgation d'une nouvelle Loi sur les Grands Investissements Miniers (« LGIM », n°026/2005), qui

abaisse désormais le seuil d'éligibilité de 200 à 50 milliards MGA, et l'adoption du Décret d'application du Code Minier.

2-1-1- Avantage de ces lois

Le Code minier octroie d'importants avantages douaniers et fiscaux d'une part dans la phase de recherche et d'autre part dans la phase d'exploitation dans le but d'encourager l'exploitation des énormes potentialités minières décelées à travers le pays.

Ces lois offrent surtout des avantages sur la communauté locale : Insertion des dispositions environnementales permettant de réduire les effets néfastes de l'activité minière sur l'environnement. Ces lois offrent aussi :

- La liberté d'investissement ;
- L'absence de discrimination entre investisseurs nationaux et étrangers ;
- La liberté totale de gestion ;
- La liberté des transferts financiers.

Sur la sécurité de jouissance, le code minier donne le droit absolu de développer les ressources minières découvertes, la transférabilité et mise en gage et des accords de stabilité.

Sur l'accès aux ressources minières, le code minier permet de limiter le rôle du gouvernement, libérer les réserves minières connues, moderniser le cadastre et de mettre à jour les redevances minières.

La réglementation²⁹ des investissements permet :

- un accès aux devises : liberté des transactions, avoir des comptes dans le pays et à l'étranger, et des devises au prix du marché ;
- d'avoir un régime fiscal stable et équitable : stabilité de la fiscalité, fardeau fiscal comparable/ compétitif avec celui des autres pays, fiscalité basée sur les revenus, peu ou pas de royalties, droits de douane réduits, mécanismes pour le remboursement de la TVA.

2-1-2- Inconvénients de ces lois

Ces lois sont, en général, difficiles à comprendre et ne répondent pas essentiellement aux besoins des opérateurs économiques miniers surtout pour les mines à échelles réduits. A cause de manque de la sensibilisation de ces lois, peu d'opérateurs appliquent loyalement ces lois.

²⁹ Loi des grands investissements N° 020/2001

Ces lois sont strictes et sévères et ne sont en faveur ni des petits exploitants ni des citoyens malgaches.

Avant l'arrivée des grands investisseurs, les principales ressources naturelles très exploitées sont le graphite, chrome, mica, pierres semi-précieuses. Mais avec l'arrivée des grands investisseurs, de nouveaux gisements importants sont exploités.

2-2- Mines à grande échelle

Depuis l'établissement des lois sur les grands investissements miniers à Madagascar, des grands investisseurs étrangers miniers sont venus en masse.

2-2-1- Ilménite ou sable noir : QMM

Le projet d'extraction d'ilménite à Fort- Dauphin est régi par la loi n° 98 – 002 du 19 février 1998 portant Convention d'Etablissement.

Les activités du projet ilménite sont mises en œuvre par deux sociétés du groupe Rio Tinto (détient 80% des actions), QMM SA et Port d'Ehoala SA (QMM SA est détenue majoritairement par Rio Tinto) ; et une participation minoritaire initiale de 20 % de l'Etat Malagasy à travers l'OMNIS, conformément à la Convention d'Etablissement et au pacte d'actionnaire signé le 2 février 1999. Port d'Ehoala SA est détenu à 100 % par QMM SA. Port d'Ehoala SA assure la construction, la gestion et l'exploitation du nouveau port d'Ehoala, situé dans la ville de Fort-Dauphin en vertu de la convention de concession globale de gestion du 24 mars 2006 pour une durée de 60 ans.

Pour un investissement de 950 millions \$, le groupe a construit un site d'extraction et un port en eaux profondes pour exporter le minerai brut vers le complexe industriel de Sorel au Québec. Il existe trois bassins fortement concentrés en ilménite en vue d'une exploitation sur 50 ans. Le volume exporté devrait rapidement atteindre 750 000 t/an d'ilménite soit 10% de la production mondiale et 60 000 t de zircon.

QMM SA, filiale de Rio Tinto a pris sa décision d'investissement en décembre 2005 après plus de 20 ans d'études de faisabilité et la signature d'une Convention d'Etablissement en 1998. Le coût total du projet a atteint 645 millions USD. Le premier envoi d'ilménite a eu lieu en mars 2009 après une phase de construction qui a duré trois années. Le projet ilménite est le premier grand projet minier actuellement en phase d'exploitation à Madagascar. De ce fait, il fait l'objet d'une attention et d'un suivi stricts, car en plus de détenir une participation dans QMM SA, le Gouvernement de Madagascar a également injecté une subvention non remboursable de l'ordre de 35 millions USD financée par le crédit IDA n° 4101 (Projet PIC) du groupe de la Banque Mondiale, pour la construction du port d'Ehoala.

Les carreaux miniers qui sont concernés par ce premier projet ilménite sont concentrés dans le district de Fort Dauphin, région Anosy. La convention d'Etablissement dispose, en son titre 5, relatif au régime fiscal et douanier du projet ilménite de QMM que ce régime est octroyé pour une période de 25 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur, soit jusqu'en 2023.

D'autres gisements d'ilménite existent. Une entreprise chinoise a commencé l'extraction d'ilménite dans la zone de Fénérive sur la côte Est au nord de Tamatave. Et un appel d'offre est en cours pour attribuer d'autres gisements d'ilménite dans la même région le long de la côte Est, entre Mananjary et Fénérive. Au Nord de Tuléar, le projet du groupe sud-africain Exxaro avec Ticor est toujours bloqué en raison des contraintes environnementales sur un vaste site qui pourrait permettre de produire environ 500 000 tonnes/an d'ilménite.

L'ilménite est employée comme pigment dans la peinture, comme revêtement des baguettes de soudure et dans la fabrication du titane.

2-2-2- Nickel-cobalt : projet Ambatovy près de Tamatave.

Le Projet Ambatovy est régi par la loi n° 2001-031 du 08 octobre 2002 établissant un régime spécial pour les grands investissements dans le secteur minier malagasy (LGIM) modifiée par la Loi 2005-026.

Les actionnaires principales sont 40% Sherritt (Canada) ; 27,5 % Sumitomo (Japon) ; 27,5 % KORES (Corée du Sud); 5% SNC-LAVALIN (Canada).

Sherritt a démarré un investissement de 4,5 Mds USD pour le site d'extraction à Ambatovy, et une usine de traitement chimique du nickel et du cobalt à Tamatave. A partir de fin 2010, le site entrera en production pour atteindre ensuite 5600 t/an de cobalt, soit 10% de la production mondiale, et 60 000 t/an de nickel, près de 5% de la production mondiale. Le minerai sera exporté vers l'Asie sous forme de briquettes purifiées. En début 2010, près de 70% des travaux ont été effectués. Le site d'extraction sera relié à l'usine de traitement par un pipeline de 220 km. Les travaux de construction autour de l'usine de traitement nécessitent la mise en place d'une nouvelle centrale de production d'électricité, à rénover le port, à construire des logements, et bien d'autres effets d'entraînement pour Tamatave déclarée « capitale économique ».

Les mines sont situées dans la région Alaotra Mangoro et les usines de traitement sont situées à Toamasina (région Atsinanana). La durée de vie de l'exploitation est estimée à 27 ans.

Ce projet, actuellement en phase de construction, fait partie des plus grands projets miniers en cours en Afrique Subsaharienne. Le projet Ambatovy se subdivise en deux sociétés ; Ambatovy Minerals S.A. qui se charge de l'extraction minière, et Dynatec Minerals S.A. qui

se charge du traitement du minéral. Les deux sociétés ont été les premières agréées au titre de la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM), par décret n° 2007-093 du 12 février 2007. En tant que projet unique, les déclarations de ces deux sociétés sont considérées ensemble dans le cadre de cette mission.

2-2-3- Pétrole

La première phase d'exploration du champ de grès bitumineux on-shore de Bemolanga, par le groupe Total, a démarré en 2008 pour environ deux ans. L'objectif des premiers travaux pour un investissement de 30 M\$ est de confirmer les quantités de pétrole et d'eau disponibles grâce à 130 puits analysés en détail. La phase II, étalée sur trois années, consistera à forer 400 puits pour mieux délimiter et caractériser le cœur de cible et définir le meilleur procédé de récupération du bitume. L'investissement de cette seconde tranche est estimé à environ 170 M\$. Les enjeux sont de taille pour le groupe Total, autant que pour Madagascar qui bénéficie d'un nouveau projet d'envergure mondiale. Dans l'hypothèse où les réserves sont prouvées et économiquement rentables, l'investissement global devrait atteindre près de 9 Mds\$ (hors raffinerie) sur une période de 10 ans, soit l'équivalent du PIB de Madagascar en 2009, avec des retombées économiques considérables, à commencer par une réduction sensible de la facture énergétique qui pèse aujourd'hui à 14,1% des importations nationales.

Le groupe chinois Sunpec a annoncé avoir trouvé du pétrole et du gaz dans la région de Sakaraha (Sud-Ouest du pays). Les réserves seraient de plusieurs milliards de barils selon le communiqué, il s'agit de premières estimations qui restent à confirmer.

La présence de pétrole à Madagascar est désormais une certitude, une douzaine d'entreprises de diverses nationalités effectuent de la prospection pétrolière à Madagascar.

2-2-4- Chromite

La KRAOMA est régie par la Loi n° 99-022 du 30 août 1999 modifiée par la Loi 2005-021 du 17 octobre 2005 portant Code Minier et par le Code Général des Impôts.

Kraomita Malagasy est une société Anonyme détenue majoritairement par l'Etat Malagasy (75 %) et deux institutions financières étatiques (SONAPAR et Ny Havana). La Kraomita Malagasy « KRAOMA » www.kraoma.mg, créée en 1966, est la seule entreprise productrice de chromite à Madagascar. La chromite constitue encore l'un des principaux produits miniers de Madagascar. Réputée de très bonne qualité, elle est principalement utilisée pour la fabrication d'aciers inoxydables et est réservée à la fabrication de produits métalliques, et elle est aussi employée comme matériau réfractaire.

La KRAOMA exploite deux gisements à Ankazotaolana et Bemanevika. La chromite est exportée principalement vers le Japon, la Suède et la Chine. Depuis peu, la Kraoma s'est lancée dans la prospection de l'or, profitant de son implantation à proximité des bassins aurifères.

Les employés détiennent également des actions à dividende. KRAOMA est spécialisée dans l'exploitation des minerais de chrome. Le chiffre d'affaires de la société est évalué à USD 20 millions par an. Les sites d'exploitation des minerais sont localisés dans la région Betsiboka. Depuis peu, la société a essayé une diversification de ses activités avec des projets d'exploitation d'or à grande échelle autour de la commune de Brieville, région Betsiboka. Kraoma exerce ses activités minières sous régime de droit commun sans agrément spécifique à cette date.

2-2-5- Fer de Soalala par WISCO

Le gisement de Soalala au sud de Majunga, avec des réserves évaluées à 360Mt, a vocation à devenir un grand projet minier (lancement d'un appel d'offres international à une date encore indéterminée à ce jour). La société Remco prospecte ce type de minerai depuis 2003, et la société australienne Gondana Resources LTD s'intéresse au rachat de la société Calibra Resource and Engineers Sarl (CREM) et de ses permis miniers concernant les gisements de fer de Fasintsara, de Betioky et un gisement de pyrochlore à Ambanja (nord de Madagascar).

2-3- Mines à échelles réduites :

Le secteur minier à échelle réduite est plus actif à Madagascar. La mine à échelle réduite est de différente sorte :

- **La mine « du pauvre »** Cette exploitation, pratiquée par une population essentiellement nomade, peu éduquée et avec peu d'autres possibilités d'emploi.
- **La mine du type « Ruée vers l'or »** provoque souvent une concentration de courte durée de mineurs de mines petites ou artisanales, comprenant ceux qui travaillent normalement dans le secteur et ceux qui quittent temporairement leur région et leurs occupations traditionnelles telles que l'agriculture ou petites entreprises.
- **La mine petite et artisanale « saisonnière »** peut offrir une source de revenus régulière et de longue durée, dans le cadre d'un travail saisonnier. Hors saison, la main d'œuvre agricole se déplace vers les zones minières, généralement pour l'extraction de minéraux de valeur tels que l'or et les pierres précieuses.
- **Mine petite et artisanale permanente** : De nombreux mineurs dans les petites mines y travaillent toute l'année durant la plus longue partie de leur carrière productive.

2-3-1- Petites mines : pierres précieuses/semi-précieuses et or

En 2006, le Ministère des Mines a créé l'Agence de l'or placée sous tutelle du Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM). Celle-ci a ouvert en 2008 un premier comptoir de collecte de l'or à Maevatanana dans le but d'organiser le commerce de l'or et assurer une entrée de revenu supplémentaire à l'Etat. Pour le moment, la quasi-totalité de l'or produit disparaît dans les réseaux informels. Il est estimé que la production nationale d'or devrait se chiffrer en tonnes, alors que seulement quelques dizaines de kilogrammes sont déclarées.

La situation est à peu près identique pour les pierres précieuses et semi-précieuses. En 2008, la décision du Gouvernement d'interdire l'exportation de pierres brutes a provoqué un effondrement des exportations, le pays ne disposant pas des capacités pour transformer la production localement.

Madagascar produit une liste impressionnante de pierres de bijouterie dont le diamant est quasiment le seul absent à ce jour. Afin de développer la valeur ajoutée sur place, l'Institut de Gemmologie de Madagascar (IGM) a été créé en 2003. Cet organisme, sous tutelle du Ministère des Mines, dispense des formations de haut niveau attirant des élèves même issus des pays étrangers.

En dehors des grands projets miniers, la petite mine, souvent informelle, joue un rôle important dans l'extraction d'or et pierres précieuses ou semi précieuses. Les experts estiment que Madagascar est le premier producteur mondial de saphir avec environ 40% de la production mondiale, dont la majeure partie, en particulier les plus belles pierres, seraient exportées de manière informelle.

2-3-2- Pierres ornementales :

Le pays exporte une variété exceptionnelle de pierres industrielles et ornementales dont le jaspe, quartz, agate, calcédoine, cornaline, apatite, amazonite, fluorine, labradorite, fossiles (bois, ammonite, etc.), etc.

2-3-3- Mica phlogopite ou mica brun

Les gisements se trouvent au Sud, dans la région de Fort-Dauphin. Le mica est utilisé dans l'industrie comme isolant. Les trois principales entreprises qui exploitent le mica sont la Société des Mines d'Ampandrandava (SOMIDA), le Groupe Kaleta et l'Exploitation Minière Delorme (SMDA).

2-3-4- Quartz de fonte et piézo-électrique

Madagascar est un important producteur de quartz industriel. Plusieurs opérateurs sino-malgaches assurent la collecte ; la transformation est ensuite effectuée à l'étranger.

2-3-5- Graphite

Madagascar possède de très importants gisements de graphite sous forme de paillettes d'excellente qualité. Il entre dans la fabrication des mines de crayon, lubrifiants, peintures, produits de polissage, etc. Les principales entreprises qui opèrent dans ce secteur sont à capitaux français et exploitent dans les Hautes-Terres et sur la côte Est (Moramanga/Tamatave/Vatomandry) : Ets Gallois, Ets Izouard, Société Arsène Louys & Cie.

2-4- Evolution des exportations

2-4-1- Montant des pierres précieuses exportées

Les principales ressources naturelles les plus exploitées depuis ces cinq dernières années à Madagascar sont les graphites, les chromes, les micas, les pierres semi-précieuses.

Le tableau suivant montre les montants totaux des pierres exportées.

Tableau 4: montant des pierres précieuses exportées (Unités: Valeur FOB en Ariary)

ANNEES	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Libellé	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB	Valeur FOB
Graphite	6 111 407 082	5 694 390 483	5 943 127 366	5 393 090 636	5 585 149 623	5 447 347 052
Mica	727 932 339	1 143 192 538	1 017 261 756	314 415 198	1 542 524 985	1 031 157 218
Minerai de chrome	27 967 160 695	22 396 446 261	55 742 296 591	33 420 047 566	51 249 251 704	19 490 433 975
Minerais de thorium						142 346
Quartz	1 770 105 112	1 496 708 281	784 145 453	122 294 978	338 016 947	273 816 743
Sels	4 034 783 648	3 172 576 781	3 006 688 161	4 207 891 850	5 419 402 963	2 486 522 073
Autres produits minéraux	6 610 442 126	22 279 129 242	4 896 309 883	7 943 779 992	95 882 134 133	136 821 092 355
Total général	47 221 906 002	137 835 252 045	181 733 854 999	113 016 410 552	238 793 122 382	269 205 297 728

Source: INSTAT

Le prix des minerais de chrome est élevé par rapport aux autres minerais. C'est le quartz qui a un montant faible. On remarque que la valeur de ce produit ne s'arrête pas de décroître. Le produit n'est plus très demandé au marché à cause de l'apparition de nouveau produit plus utile comme l'ilménite ou le chrome. L'entrée des grands investisseurs étrangers est l'une des causes d'augmentation des exportations des autres produits. L'apparition de minerais de thorium en 2011 est due aux investisseurs étrangers. On devra toujours attendre à la croissance perpétuelle de sommes de montants généraux des produits miniers. Grâce au développement et technologie, on peut s'attendre à la découverte de nouveaux gisements miniers et à d'autre type des produits minéraux. Ces autres produits minéraux sont constitués entre autres de fer, bauxite, vanadium, manganèse, cuivre, saphir, labradorite, granite, béryl vert, marbre, émeraude, or, ilménite...

2-4-2- Quantités des pierres exportées

Il est intéressant aussi de connaître les quantités de ces métaux et pierres exportés. Le tableau suivant va nous éclaircir sur cette quantité.

Tableau 5 : le poids net des pierres exportées (Unités: Poids net en Kilogramme)

ANNEES	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Libellé	Poids net	Poids net	Poids net	Poids net	Poids net	Poids net
Graphite	5 464 850	5 351 200	4 966 950	3 437 425	3 782 950	2 755 350
Mica	1 070 776	1 348 972	1 233 333	358 420	2 069 326	1 722 003
Minerai de chrome	116 290 100	54 698 000	112 613 150	133 000 013	134 500 018	43 200 000
Minerais de thorium						36
Quartz	1 664 608	1 676 857	887 460	103 606	407 467	213 290
Sels	22 218 999	18 227 221	17 146 388	22 127 318	28 202 916	11 740 925
Autres produits minéraux	6 078 756	62 738 270	21 753 818	21 417 032	311 553 124	358 684 987
Total général	152 788 089	144 040 520	158 601 100	180 443 814	480 515 800	418 316 590

Source : INSTAT

De 2006 à 2009, les minerais de chromes sont le plus exportés. En 2009, la quantité à exporter est de 133 000 013 Kg. Depuis 2010, il est dépassé par les autres produits minéraux. Certes, depuis l'arrivée des grands investisseurs, l'Etat malgache commence à exporter d'autres produits minéraux très demandés aux marchés mondiaux. L'exemple est l'ilménite, qui représente une part considérable dans l'exportation des produits minéraux. Le mica et le quartz connaissent une quantité faible par rapport aux autres produits. L'Etat malgache a exporté beaucoup plus de ressource minérale en 2010, car la valeur est de 542 814 498 ariary.

CHAPITRE 2 : IMPACTS ECONOMIQUES DU SECTEUR MINIER

Toute exploitation minière à grande échelle a la possibilité d'affecter sensiblement et positivement les chances économiques des pauvres dans la région où la mine est située, de même dans l'ensemble du pays. Dans ce chapitre, nous analyserons le poids du secteur minier sur l'économie malgache et ensuite nous allons voir les impacts sur le développement et croissance du secteur minier sur l'économie de Madagascar.

Section 1 : Le poids du secteur minier à Madagascar

1-1-Poids sur le PIB

Tableau 6: évolution du poids du secteur minier sur le PIB (PIB en milliards d'Ariary)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PIB venant du secteur minier	9,6	11,5	14,3	19,2	16,3	21	26	62	219
PIB du secteur secondaire	955,5	1182,6	1433,9	1743,8	2037,4	2355,9	2300,1	2421,9	2734,4
PIB M/car	6778,7	8155,7	10559,1	11815,2	13768	16099,5	16823,7	18225,5	20174,8
Poids du secteur minier sur le secteur secondaire(%)	1	0,97	0,997	1,10	0,8	0,89	1,13	2,56	8
Poids du secteur minier sur le PIB M/car (%)	0,14	0,14	0,135	0,162	0,118	0,13	0,154	0,34	1,08

Source : INSTAT (rapport économique et financier)

Le PIB de M/car est en pleine croissance depuis 2003. En 2003, le secteur minier a constitué le 1% du revenu du secteur secondaire et 0,14% du PIB de Madagascar. La part du secteur minier sur le PIB malgache fluctue entre les valeurs 0,1% et 0,2%. Mais depuis 2010, sa contribution sur la formation du PIB s'est élevée. En 2011, le secteur minier contribue à 8% du revenu secteur secondaire et 1,08% du PIB malgache. Cette augmentation de valeurs est due à l'arrivée des grands investisseurs étrangers qui viennent exploiter les ressources minières. Le plus grand gisement se trouve actuellement à Fort-Dauphin qui exploite l'ilménite. Il existe aussi le projet Ambatovy qui exploitera le Nickel-cobalt ; même si ce projet est encore en phase de finalisation de recherche, il participe déjà à la contribution de la formation du PIB. Cette venue de grands investisseurs est due aussi à la politique économique de l'Etat. L'Etat espère que d'ici 2020 le nombre des investisseurs augmenteront car il existe

encore des gisements non exploités ; et le PIB atteindra une valeur élevée grâce au développement du secteur minier.

1-2- Poids sur les recettes fiscales

Le tableau suivant montre l'évolution des poids de recettes fiscales en 2007 à 2010.

Tableau 7: évolution des poids de recettes fiscales

	2007	2008	2009	2010
Impôts des trois sociétés reçus par l'Etat (en ariary)	91 190 957 170,55	74 748 696 234,88	21 139 130 600,79	9 284 095 138,32
Recette fiscale de l'Etat malagasy (milliards d'ariary)	1573,1	2087,2	1782	1980,2
Poids des impôts miniers reçus (%)	5,7	3,58	1,186	0,46
Rapporté sur le PIB (milliards d'ariary)	13768	16099,5	16823,7	18225,5
Poids par rapport au PIB (%)	0,662	0,464	0,125	0,05

Source : ITIE/ rapport économique et financier

Les recettes fiscales venant du secteur minier commencent à accroître depuis 2007 car en cette année les grands investisseurs étrangers commencent à s'installer. On étudie alors la somme des impôts versés à l'Etat des trois grandes sociétés minières qui existent à Madagascar : QMM Rio Tinto, Ambatovy et Kraoma. En 2007, l'impôt versé atteint une valeur de 91 190 957 170,55 ariary. L'ensemble de ces trois sociétés ont constitué 5,7% de la recette fiscale de l'Etat malgache. En 2010, l'impôt versé a chuté brusquement et ne constitue que 0,46% de la recette fiscale. Cette chute brusque est due à la diminution de production, et au ralentissement des activités minières et des investisseurs miniers à cause de la crise politique qui existe actuellement à M/car. Mais en ce moment, grâce aux efforts appliqués, l'Etat espère que ces valeurs augmenteront de nouveau.

1-3- Poids sur les recettes d'exportation

Tableau 8: évolution des poids des recettes d'exportation

	2006	2007	2008	2009
Recette d'exportation venant du secteur minier (en ariary)	47 221 906 002	137 835 252 045	181 733 854 999	113 016 410 552
Recette d'exportation de l'Etat malgache (milliards d'ariary)	2052,2	2374,7	2853	1670
Part de recette minière (%)	2,30	5,8	6,37	6,77

Source : INSTAT (situation économique 2010)

Les minéraux le plus exportés de Madagascar sont : le graphite, mica, minerai de chrome, quartz, sels et les autres produits minéraux. En 2006, le montant reçu par la recette d'exportation du secteur minier est de 47 221 906 002 ariary, ceci ne représente que 2,30% de la recette d'exportation effectuée par l'Etat malgache. Mais cette part connaît une croissance incessante et représente en 2006 une part de 6,77% de recette d'exportation totale de l'Etat Malgache. Même si les recettes d'exportation venant du secteur minier connaissent une baisse en 2009, la hausse de la part de recette d'exportation de ce secteur par rapport à la recette d'exportation totale de l'Etat malgache est due par la baisse de la recette totale d'exportation que M/car a effectuée. Cette baisse de recette est causée à la fois par la crise économique mondiale car le marché mondiale s'affaiblie ; et la crise politique malgache qui existait. La production des entreprise est faible alors les sociétés ont diminué leur exportation.

1-4- Poids sur les sociétés créées

Il est aussi nécessaire de connaître le poids des sociétés miniers par rapport à l'ensemble des sociétés créées à M/car. Pour bien connaître ce taux, les années 2007 et 2008 seront utiles pour cette étude.

Tableau 9: évolution de part de nombre des sociétés créées sur le secteur minier

	SA	SARL	EURL	EI	Autre	Total
Industrie extractive 2007	3	76	16	161	2	258
Total des sociétés créées à M/car 2007	30	1160	461	12735	201	14587
Poids des sociétés minières créées en 2007 (%)	10	6,55	3,47	1,26	0,99	1,77
Industrie extractive 2008	7	77	14	128	2	228
Total des sociétés créés à M/car (2008)	48	1178	443	14694	173	16536
Poids des sociétés minières créées en 2008 (%)	14,58	6,536	3,16	0,871	1,156	1,379

Source : INSTAT, situation économique 2010

La société anonyme se définit comme compagnie commerciale dont la dénomination ne révèle pas le nom des actionnaires et dont le capital est divisé en actions et constitué entre des associés qui ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Le secteur minier présente 14,58% des sociétés anonymes créées. Exemple : le QMM

SARL est une société d'une nature juridique mixte qui emprunte ses caractères tant aux sociétés de personnes qu'aux sociétés de capitaux. C'est aussi une société commerciale constituée d'associés qui ne sont responsables que des pertes correspondantes à leurs apports. Ceci représente 6,5% des sociétés créées.

EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) nouveau type de société à responsabilité limitée, qui est constituée par une seule personne. La part de ce type de société dans la société minière est de 3,16%.

Le total des sociétés et entreprises créées dans l'industrie extractive en 2007 est de 258. En 2008, il a été créé 228 sociétés et entreprises. Dans l'ensemble, en 2007 : 1,77% de société créées appartient au secteur minier, cette valeur est 1,379% pour 2008. Mais la somme de

sociétés créées a varié de 13,4% de 2007 à 2008. Même s'il y a une diminution dans la totalité, l'établissement créé dans la société anonyme et la société à responsabilité limitée ont augmenté. En 2007 et 2008, les établissements créés présentent 1,4% et 1,8% des établissements créés dans l'ensemble des activités économiques malgaches³⁰. Ces valeurs sont significatives si on considère toute l'ensemble des activités malgaches.

Les entreprises individuelles présentent la part importante des établissements créés dans l'industrie extractive. Ce sont des entreprises qui n'ont pas besoin de grand investissement. C'est pourquoi il est facile à créer et nombreux. La création des entreprises individuelles a régressé en 2008, même s'ils sont encore nombreux.

1-5-Poids sur les investissements

Il est aussi important de connaître le poids des investisseurs qui investissent dans ce secteur.

L'étude se base durant les années 2007 et 2008, car c'est en cette année que les investisseurs étrangers ont été dominants et très élevé.

Tableau 10: structure en apport en investissement du secteur minier (millions d'ariary)

	Etat malgache	Malgache	Etrangers	Société de droit malgache	Société de droit étranger	Total des investissements
Industrie extractive 2007	0,0	69,3	1248,8	7,9	38 937,8	40263,8
Montant total en investissement à M/car (2007)	18,7	7382,9	16605,9	257,1	204 404,4	228669
Part des investissements du secteur minier (%) 2007	0,0	0,94	7,52	3,07	19,05	17,60
Industrie extractive 2008	0,0	113,4	1566,6	63,8	142,7	1886,5
Montant total en investissement à M/car en 2008	0,0	3162,4	6485,3	2331,9	747 028,6	759008,2
Part des investissements du secteur minier (%) 2008	0,0	3,58	24,16	2,73	0,019	0,25

Source : INSTAT situation économique 2010

³⁰ Situation économique 2008 et 2010

Le montant total du volume des investissements en capital est estimé à 759,1 Milliards d'ariary courant en 2008. Le montant du volume des investissements a presque triplé en 2008. Cet accroissement est assigné à la forte contribution des Sociétés de droit étranger au cours de cette année, notamment dans d'autres branches d'activités que celles des industries extractives comme la branche d'activité « Energie ».

Le volume du montant des investissements sur l'industrie extractive a diminué de 2007 à 2008 de -95,31%. Une part très faible est constatée en 2008 de la part des sociétés de droit étranger pour l'industrie extractive, mais qui est très forte en 2007. On constate quand même que les investisseurs étrangers sont encore dominants durant l'année 2008.

Par contre, le taux d'investissements privés³¹ a atteint 26,3 % en 2010 contre 26,6 % en 2009. La persistance des investissements privés en 2010 s'explique par la poursuite des investissements dans le secteur minier, entre autres, ceux de la Dynatec pour l'exploitation du Cobalt et du Nickel. Par ailleurs, le commencement des travaux d'exploration du fer de Soalala contribue à la consistance des investissements privés à Madagascar. La branche activité extractive accapare une part importante dans les flux d'IDE, son poids était de 81,7% en 2009 mais n'a atteint que 53% au premier trimestre 2010.

Section 2 : Impact sur le développement et croissance de Madagascar

Une exploitation minière importante exige un apport de capital substantiel en infrastructure, technologie, services et emploi. C'est pourquoi dans la région où l'exploitation est située, elle peut assurer : des possibilités importantes d'emploi supplémentaire ; formation de la main-d'œuvre locale avec un effet d'osmose sur l'ensemble de la population locale ; et investissements dans l'infrastructure.

2-1- Impact sur la croissance économique

Le tableau suivant montre l'évolution du taux de croissance du secteur secondaire et de la branche industrie extractive.

³¹ Rapport économique et financier 2010-2011

Tableau 11: croissance économique du secteur secondaire et de l'industrie extractive

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du secteur secondaire (en%)	3,53	9,8	3,6	-7,4	2,1	12,6
Industrie extractive (%)	9,1	-7,2	9,0	14,3	121,3	228,2

Source : INSTAT, rapport économique et financier 2010 - 2011

Les principales activités du secteur secondaires sont : les industries extraction minière, agroalimentaire (sucre, huile, bière, conserves, produits laitiers, farine), confection, raffinage du pétrole, assemblage automobile, cimenterie, transformation du tabac, exploitation forestière, artisanat. La production du secteur secondaire augmente en grande quantité tous les ans depuis 2005. En 2007, le taux connaît une forte valeur de 9,8%. En 2009, le taux est négatif et a une valeur égal à -7,4%.

³²Le taux de croissance légèrement élevé de 2,1% en 2010 pour une réalisation de -7,4% en 2009 était tiré particulièrement par la branche industrie-extractive qui avait révélé une croissance de 121,3% malgré le report de la production et des exportations de l'ilménite, de nickel et du cobalt par les deux grands projets miniers QMM et Sherrit.

On remarque que la croissance de l'industrie extractive en 2011 de 228,2% a un impact considérable sur l'expansion du secteur secondaire, car la croissance économique de ce secteur atteint une valeur de 12,6%. Cette croissance du secteur secondaire contribue effectivement sur la croissance économique du pays.

La forte valeur en 2011 de l'industrie extractive est expliquée par le retour des grands investisseurs étrangers et au début d'exploitation et exportation des produits des projets Sheritt Ambatovy et Wisco, et la poursuite de la production d'ilménite.

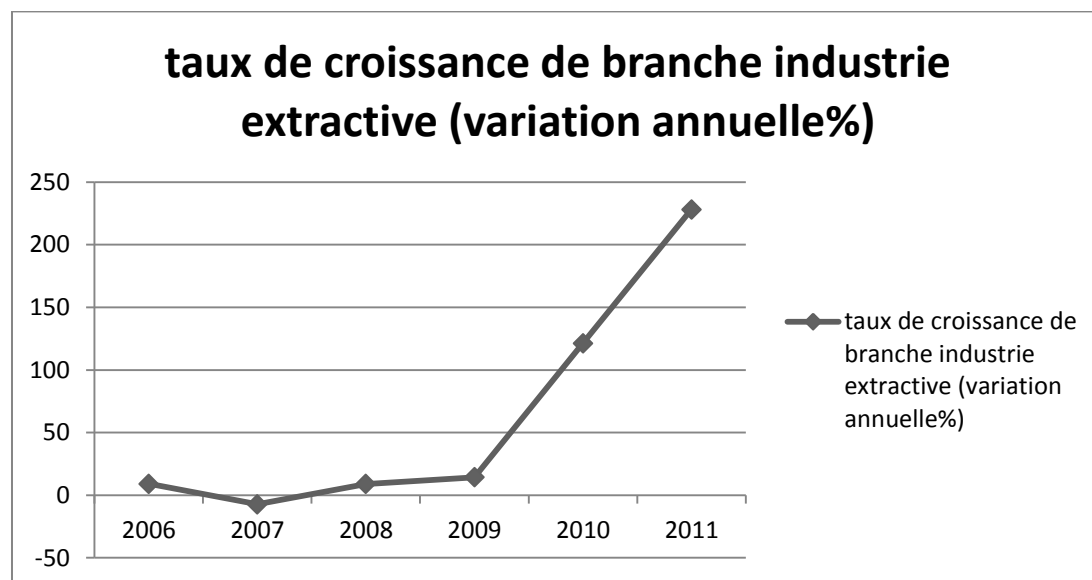
La vigoureuse croissance des industries extractives a contribué au rebond du secteur secondaire. Pendant la crise financière mondiale, les flux d'IDE ont ralenti, mais ne se sont pas affaiblis. Grâce à l'extension de la production d'ilménite par QIT Madagascar Minerals (QMM), la valeur ajoutée sectorielle de cette branche a bondi de 121 % en 2010, après une hausse de 14 % en 2009. En 2011, la poursuite de l'expansion de QMM et le début de

³² Projet de loi n°001/2010 portant loi de finances pour 2011

l'extraction de nickel et de cobalt dans la mine exploitée par Sherritt International devraient se traduire par une croissance supérieure à 200 %.

Le graphique montre l'évolution de ce taux de croissance.

Graphique 1 : taux de croissance de la branche industrie extractive



Source : tableau 11

2-2- Sur les recettes fiscales et le PIB

Après un premier triplement en 2006, le flux d'IDE entrant à Madagascar a triplé en 2007 pour atteindre 13,6% du PIB. En 2010, même dans une année de crise, l'augmentation du taux de croissance au secteur secondaire est grâce à la branche industrie extractive.

L'industrie extractive joue un grand rôle dans la recette de l'Etat. Car en 2010, marquée par la poursuite du gel des financements extérieurs et la baisse des recettes fiscales, une hausse des recettes non fiscales a été constatée grâce à la redevance minière correspondant à l'exploitation du Fer de Soalala par le Consortium Chinois WISCO. Dans le cadre d'un appel d'offres international, le groupe chinois WISCO a obtenu une concession pour l'extraction de minerai de fer et versé à Madagascar une avance de 100 millions USD. Si les réserves exploitables se révèlent aussi importantes que prévu, ce projet pourrait donner lieu à des engagements supplémentaires représentant jusqu'à 8 milliards USD, ce qui constituerait le plus gros flux d'IDE dans le pays.

L'analyse prévoit que le projet Ambatovy³³ fera entrer 100 millions USD par an dans le PIB de Madagascar. Le projet Ambatovy apportera beaucoup dans la croissance et le développement économique de Madagascar. Le projet a présenté un document intitulé « Soutenir la croissance et le développement à Madagascar » mettant en exergue les impacts du projet sur l'économie malgache. Le projet figure parmi les plus importantes mines de nickel latéritique du monde. Non seulement, les prévisions de paiement de redevances à l'Etat s'élèvent à 2,9 milliards de dollars en trente ans mais l'exploitation de ces mines apportera également 100 millions de dollars par an dans le PIB du pays. Voici une évolution des impôts et taxes reçus par l'Etat pour l'ensemble des trois compagnies minières QMM Rio Tinto, Ambatovy et Kraoma. Ces trois compagnies ont accepté de se faire contrôler ses flux financiers pour la transparence des industries extractives.

Tableau 12 : impôts et taxes reçus par l'Etat depuis 2007 jusqu'au premier semestre 2010 (en Ariary)

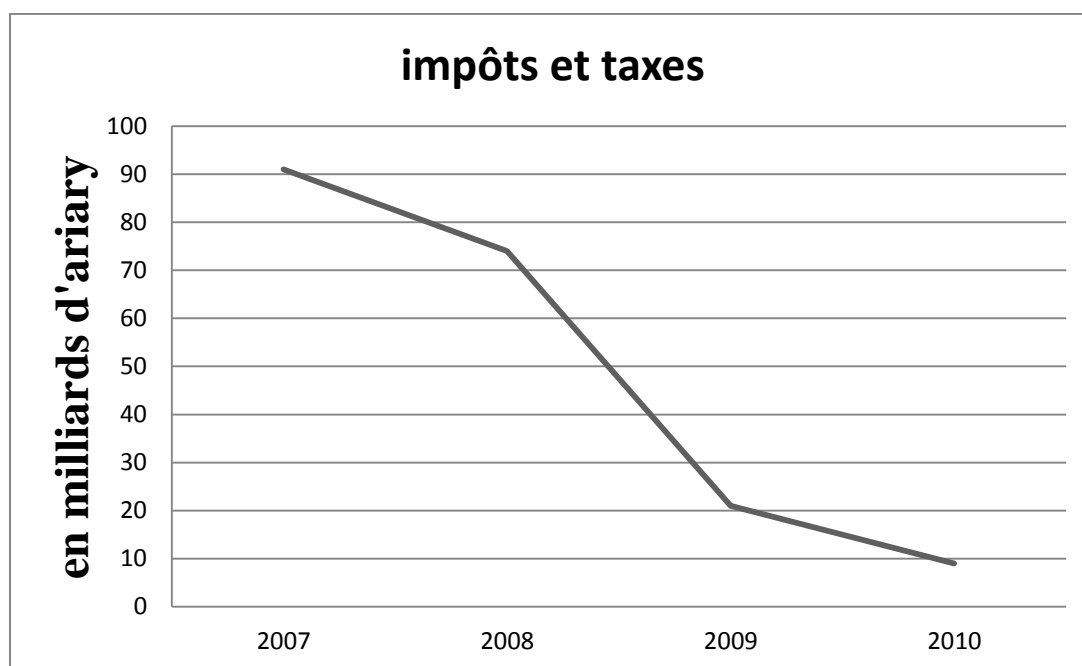
	2007	2008	2009	2010	total
Impôt d'Etat	90 193 348 106,32	65 856 210 487,48	12 137 191 656,28	5 191 207 037,10	173 377 957 287,18
Impôts locaux	72 862 071,29	330 211 352,53	164 405 599,07	20 688 470,00	588 167 492,89
Sectoriels	924 746 992,95	8 562 274 394,86	8 837 533 345,39	4 042 199 631,22	22 366 754 364,42
Total	91 190 957 170,55	74 748 696 234,88	21 139 130 600,74	9 254 095 138,32	196 332 879 144,49

Source : EITI Madagascar

Pour mieux comprendre l'évolution de ces impôts et taxes, on va établir un graphique.

³³ Midi Madagascar 24/06/2009

Graphique 2 : évolution des impôts et taxes reçus par l'Etat (QMM, Ambatovy, Kraoma)



Source : tableau 12

L'impôt d'Etat est composé principalement des impôts sur les revenus, le droit d'enregistrement, la taxe sur les véhicules de tourisme des entreprises, TVA à l'importation, TVA nette, TVA sur représentation, les droits de douane, droit de timbre douanier. Le montant de valeur de l'impôt d'Etat est élevé, il représente la part la plus importante du total impôt et taxe.

Les impôts locaux sont composés des impôts fonciers sur la propriété bâtie, impôt foncier sur le terrain, taxe professionnelle, droits de voiries/ permis de construire, redevance carrière. Les impôts locaux représentent la part minoritaire des totaux impôts et taxes. Cette valeur est très élevée en 2008.

Les sectoriels sont composés de redevances minières, frais d'administration minière, frais d'évaluation et de suivi des impacts environnemental, locations de terrain, port, redevance de télécommunication.... Après les impôts d'Etat, les sectoriels contribuent une part importante sur les impôts et taxes.

La diminution incessante des valeurs est remarquable, ceci est dû au recul des investisseurs étrangers.

2-3- Sur la création d'emplois

Dans le domaine de marché de travail, les industries extractives à grandes échelles utilisent de hautes technologiques. Ces industries vont offrir d'emplois sur le marché mais ils vont recruter des ouvriers qualifiés. La recommandation du BIT³⁴ (Bureau International de travail) définit l'âge de travail entre 15 et 64 ans. On considèrera alors que la population active de M/car est comprise entre 15 et 64 ans. La population active est composée des personnes pourvues d'emploi actif occupé et de celles qui sont à la recherche d'emploi.

D'après ci-dessus, les sociétés créées dans le secteur extractif représentent 1,379% de la somme des sociétés créées à M/car. Ces sociétés extractives sont composées des mines à grande échelle et petite échelle. Mais ce sont l'exploitation à grandes échelle qui créent beaucoup d'emploi.

Pour le QMM, par exemple, l'objectif est d'embaucher 80% de main d'œuvre malgache pendant la phase d'exploitation et 35% de main d'œuvre malgache aussi durant la phase de construction. Le QMM, grâce au contrat avec l'Etat, fera tout son possible de donner de programme de formation à ces mains d'œuvres locales et d'essayer de recourir aux fournisseurs malgaches. Si dans la région Anosy, la population active est de 308 122 personnes, le QMM va embaucher 500 à 1000 travailleurs durant la phase de construction. Cette valeur représente alors de 0,16% à 0,32% de la population active de la région Anosy. Le district Taolagnaro où se trouve exactement le gisement présente 0,46 à 0,92% des travailleurs dans le projet QMM de la population active si le district de Taolagnaro compte 108 322 populations actives.

A noter aussi que le projet Ambatovy dans son objectif va recruter 85% de main d'œuvre malgache à chaque phase de construction et d'exploitation. L'estimation du projet fait savoir que 10 000 emplois seront créés dans la phase de construction qui représente 0,6 % de la population active de la province de Toamasina si la population active compte 1 632 430 personnes. Par contre, durant la phase d'exploitation, 2 300 emplois seront créés qui représente 0,14% de la population active.

Outre l'impact direct d'une exploitation minière sur l'emploi, il y a un potentiel important d'activité économique secondaire, en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui à leur tour créent des possibilités d'emploi pour les non mineurs des zones adjacentes. Typiquement, l'emploi créé indirectement par une mine représente 4 à 6 fois le nombre d'employés directs, et dans certains cas jusqu'à 20 fois.

L'étude a fait savoir que le projet Ambatovy va créer indirectement 2700 nouveaux emplois.

³⁴ Selon le 13ième Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (CIST) en 1982

2-4- Sur le niveau de vie

L'existence de grandes industries minières dans une localité va améliorer directement le niveau de vie des employés et indirectement les habitants de la localité. Une amélioration de niveau de vie signifie d'abord un accroissement de revenus. Les grandes industries minières sont capables de briser le cercle vicieux des pays en voie de développement. Certes, une augmentation de revenus engendre une augmentation de consommation, une augmentation d'épargne, et une augmentation d'investissement.

La mine à grande échelle peut contribuer, grâce aux revenus plus élevés, à une meilleure alimentation et une meilleure éducation, améliorant ainsi les profils de santé d'une communauté.

Avec l'augmentation des revenus, les employés peuvent engendrer indirectement de nouveaux emplois en investissant dans des petites entreprises, dans des petits services commerciaux, ou dans le secteur agricole,...

Avec l'augmentation des revenus, les parents peuvent envoyer leurs enfants dans de bonnes écoles pour s'instruire. L'instruction qui est une source de développement mais à long terme. Les ouvriers aussi peuvent augmenter leurs niveaux de connaissance et qualification en s'instruisant dans des institutions de formations.

Avec l'augmentation de revenus, les ouvriers va pouvoir nourrir leurs familles pour augmenter leur force de travail et qui augmentera à son tour leur productivité.

2-5- Sur le développement local

Le projet Ambatovy travaille en outre avec les entreprises locales. Ainsi, en 2008, 65 contrats ont été attribués à des PME malgaches dans les domaines du transport ; construction ; agriculture ; textile ; restauration ; commerce et dans le secteur automobile. Elles ont également reçu des formations en tutorat, en comptabilité, en gestion de projet, en passation de marché, leadership, contrôle qualité...

2-5-1- Sur l'infrastructure

Le développement des infrastructures se voient souvent sur les transports, l'énergie et l'eau.

Par ailleurs, la mise en œuvre du projet Ambatovy s'accompagne aussi de constructions d'infrastructures routières et aéroportuaires. Le projet Ambatovy a investi 96 millions de dollars non seulement dans les routes et les ponts mais aussi dans les travaux d'améliorations majeures du port du Toamasina.

La puissance électrique installée reste incroyablement faible, à 160 mégawatts (MW), surtout au regard du potentiel hydroélectrique du pays, qui représente plusieurs millions de MW.

Beaucoup de projets sont pour l'instant suspendus. Les centrales construites dans le cadre des grands projets miniers devraient néanmoins permettre d'accroître la capacité de distribution en électricité en 2011 : QMM injectera quelque 50 MW sur le réseau à Fort-Dauphin et Sherritt fournira 15 MW au site minier d'Ambatovy.

2-5-2- Sur le marché des biens et services

Avec l'arrivée des grandes exploitations minières dans la localité, il y a de fortes chances que le prix des biens et services augmentent. Ce qui est très défavorable pour les habitants. Il va avoir une arrivée massive des marchands pour vendre des produits tant agricoles ou autres. Mais cette situation favorise l'augmentation des revenus pour la localité en prélevant des impôts et taxes sur ces marchands et les nouvelles entreprises (impôts locaux, impôts sur les revenus, les patentes,...). A son tour, la localité doit améliorer les différentes infrastructures : les dispensaires, les écoles, les marchés,....

CHAPITRE 3 : SUGGESTION ECONOMIQUE SUR L'AMELIORATION DU SECTEUR

Il est vrai que le secteur minier contribue sur le développement économique de Madagascar. Pour cela, l'Etat doit améliorer et performer ses politiques économiques sur le secteur minier pour augmenter ses avantages. L'Etat doit contrôler et corriger les effets externes tant positifs que négatifs.

Section 1 : Les mines à petites échelles

Dans les mines à petites échelles, les pierres précieuses et les pierres fines sont très dominantes. On peut citer par exemple pour les pierres précieuses : l'Emeraude, le saphir, le rubis et pour les pierres fines : la tourmaline, le topaze, le béryl.... Les mines à petites échelles sont dominées par le secteur informel et les trafics illicites.

1-1- Mesure à prendre pour les trafics illicites

Le gouvernement malgache doit lutter contre les trafics et les ruées vers l'or. Car le trafic illicite persiste aussi bien dans le commerce national que le commerce international. Pour réduire le trafic illicite surtout dans le domaine du commerce extérieur, l'Etat malgache doit renforcer les accords commerciaux et augmenter le nombre des polices minières et les services contrôleurs sur les ports et aéroports nationaux.

Actuellement, le ministère des mines collaborent avec le ministère de l'environnement, la douane, les collectivités décentralisées et la gendarmerie nationale pour cette lutte.

Car selon la théorie de l'intégration³⁵, les accords commerciaux régionaux sont à l'origine de deux effets : une création de trafic et un détournement de trafic. Le premier effet correspond au fait que les consommateurs de chaque Etat membre achètent de plus grandes quantités aux producteurs des autres Etats membres. Il en résulte des gains d'efficacité à la condition que ces producteurs soient plus efficaces que les offreurs du reste du monde. Le deuxième effet correspond au fait que si les consommateurs peuvent acheter aux producteurs des Etats membres, c'est en raison de différences de coûts créées artificiellement. Selon le théoricien Viner, c'est le deuxième effet qui l'emportera à une baisse du bien-être.

1-2- Mesure à prendre pour supprimer le secteur informel

L'existence du secteur informel fausse les prévisions de l'Etat sur les recettes fiscales que l'Etat doit recevoir. L'Etat doit sensibiliser les gens à rendre formelle ses activités minières. Car si ses activités sont formelles, les recettes minières sont sûres de croître.

³⁵ Cours théorie économiques

L'Etat malgache doit alléger le système fiscal sur les entreprises minières, sur les revenus des personnes physiques et aussi sur les petites entreprises. L'objectif est d'encourager les dépenses de consommations, d'investissements, pour accroître le revenu et l'emploi.

Des solutions sont à prévoir pour que les opérateurs rendent formelles leurs activités, on peut citer la réduction des impôts sur le secteur minier. La courbe de Laffer explique qu'une diminution de taux d'imposition incite aux gens de s'investir.

L'objectif gouvernemental dans son économie est l'augmentation de ces recettes fiscales. L'Etat peut alors accroître le taux d'imposition afin que ses recettes augmentent. Mais cette politique nécessite une bonne maîtrise de la situation afin que la politique ne puisse causer des effets négatifs. La courbe de Laffer démontre cette théorie. La courbe de Laffer³⁶ illustre que l'augmentation de la pression fiscale conduit à une diminution des rentrées fiscales, du fait de la fraude, de l'évasion ou encore de la diminution volontaire d'activité. Ainsi, une réduction massive de la pression fiscale, en encourageant l'effort et l'esprit d'entreprise, deviendrait le moyen de relancer l'activité économique sans pour autant amener une réduction de dépense publique.

1-3- Autres mesures

D'autres mesures sont à considérer comme, l'Etat doit :

- faciliter les dossiers administratifs ;
- faciliter l'accès aux ressources ;
- faciliter l'exploitation et la commercialisation de produit minier ;
- assurer la bonne circulation de l'information ;
- contrôler et répartir les richesses créées ;
- administrer les droits miniers ;
- fournir de l'information minière et technique fiable.

Section 2 : Les mines à grandes échelles

Les mines à grandes échelles sont dominées par les grands investisseurs. Les mines à grandes échelles sont caractérisées par les pierres industrielles : chromite, mica, ilménite, nickel, cobalt, bauxite, uranium, terre rare...

2-1- Mesure prise par le gouvernement

L'Etat cherche toujours l'efficacité économique. Il intervient dès qu'il y a défaillance sur le marché (bien public, externalité, monopole naturel). Il est soucieux de l'intérêt général.

³⁶ Théorie économique, Economie de l'offre

D'après Pigou dans la théorie de l'économie publique normative : « l'Etat doit par la réglementation influer sur le comportement des firmes et des consommateurs. »

Dans le secteur minier, le principal rôle du gouvernement est de réguler les activités minières. Il va arbitrer toutes ces activités. Par contre, le secteur privé est leader de l'investissement et du développement.

Afin que les peuples malgaches puissent profiter des impacts des secteurs miniers et que l'Etat puisse sentir une forte augmentation du PIB pour les années à venir garantie par le secteur minier, il est important pour le gouvernement malgache de :

- formuler une politique de développement minier : savoir préciser les rôles respectifs du secteur public et privé, dans la recherche et le développement minier ;
- mettre en place une stratégie de contrôle, de suivi et évaluation pour les produits miniers exportés ;
- mettre à jour le cadre juridique et fiscal : mise en œuvre de réglementations efficaces sur l'investissement, mise en place d'un code minier efficace ;
- améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur minier ;
- promouvoir les investissements privés et la valeur ajoutée ;
- renforcer les institutions minières publiques ;
- développer les informations géologiques de base ;
- privatiser les compagnies minières d'Etat ;
- savoir répartir les richesses créées afin que tout le monde en profite ;
- s'investir pour la mise en place d'une école de formation pour la technologie et principalement concernant le secteur minier ; en effet l'éducation est un investissement³⁷, la valeur de celui-ci dépend directement du coût monétaire de l'éducation et des gains futurs anticipés procurés par l'information ;
- garantir des politiques macro-économiques saines de manière que les pays riches en ressources minérales profitent de l'impact que leur développement peut avoir sans bloquer les secteurs non miniers et perdre des opportunités ;
- créer un environnement concurrentiel ;
- avoir une économie basée sur les forces du marché ;
- libéraliser les échanges ;
- libéraliser l'exportation et l'importation d'équipement et d'approvisionnement sur le secteur minier ;

³⁷ Théorie du capital humain

- faciliter l'accès des devises au taux du marché ;
- augmenter les retombées pour la population ;
- améliorer la gestion de préservation de l'environnement.

2-2- Responsabilité du gouvernement sur les investisseurs

Le gouvernement malgache doit comprendre que le secteur privé a les ressources financières nécessaires pour assurer le développement minier et est plus apte à prendre les risques de l'investissement minier.

Le rôle du gouvernement est alors d'attirer les investissements du secteur privé et encourager les développements privés par le biais de lois et réglementations appropriées et des accords. Les responsabilités doivent être clairement définies et correctement appliquées et surveillées. Au cours du processus d'octroi de droits d'exploration et d'extraction, le gouvernement peut également négocier des accords avec la société minière pour d'autres contributions. Les compagnies minières doivent assurer des conditions de travail acceptables en aidant à l'établissement d'une infrastructure de communauté, de santé, d'éducation correcte et accessible, investissements dans d'autres services ou activités communautaires souvent en accord avec les autorités locales. Le gouvernement doit établir les normes sociales et environnementales pour les investissements miniers car l'exploitation minière expose la population locale, et en particulier le pauvre, à des risques sanitaires et de bien-être sérieux, de même qu'à leur sécurité d'emploi, revenu et pouvoir d'achat.

Le gouvernement doit insister sur un plan de fermeture de mine le plus tôt possible, de préférence avant le début de l'extraction, en aidant à la création du cadre local de gestion et d'administration et en créant et mettant en application les règlements appropriés et la supervision de la fermeture de la mine.

Pour que les investisseurs étrangers soient confiants à investir dans le secteur minier malgache, le gouvernement malgache doit continuer à lutter contre la corruption, établir une bonne gouvernance pour une bonne image envers les investisseurs, et doit veiller à la sécurité sociale. L'Etat doit aussi corriger les asymétries de l'information, pour diminuer les risques des investisseurs.

2-3- Création des entreprises aval

Ces produits miniers sont utilisés pour la fabrication d'autres produits (exemple : le cobalt est utilisé pour fabriquer des superalliages destinés aux moteurs à réactions). Comme ces produits miniers sont utilisés pour la fabrication d'autres produits, il est utile pour l'Etat malgache de

penser à installer ces entreprises en aval. L'installation de ces entreprises permet d'augmenter le PIB de M/car et donner de travail aux populations. L'industrie minière a alors un effet aval. En effet, l'industrie minière engendre des industries productrices : transformation des pierres. Madagascar doit profiter de l'existence des industries extractives pour créer des industries manufacturières. Pour que ces industries manufacturières se développent, l'Etat doit protéger ces industries qu'on appelle industries naissantes.

Ces industries naissantes³⁸ sont importantes, en effet les industries industrialisantes³⁹ sont celles qui dans leur environnement local modifient structurellement la matrice interindustrielle, transforment les fonctions de production et augmentent la productivité de l'ensemble de l'économie. La priorité donnée à ces industries repose sur une forte intervention de l'Etat via la planification et la nationalisation des entreprises.

Il y a un potentiel important de développements en aval d'activités économiques, en particulier pour les entreprises petites et moyennes, qui à leur tour peuvent créer des possibilités d'emploi pour les non mineurs des zones avoisinantes.

Mais pour que ces entreprises marchent très bien, il est obligatoire pour l'Etat de donner aux populations des formations adéquates au travail créé.

2-4- Secteur minier : moyen de réduction de pauvreté

La pauvreté en Afrique est illustrée par la théorie de cercle vicieux. Cette théorie énonce que les pays sous-développés en raison de la faiblesse de la demande interne liée aux faibles revenus sont dans l'incapacité de lancer des projets d'investissement rentables et incapables de déclencher le processus de développement. Du côté de l'offre, la faible capacité d'épargne résulte du bas niveau de revenu réel qui lui-même reflète la faible productivité qui résulte à son tour, du manque du capital, un manque de capital qui lui-même est le résultat de la faible capacité d'épargne ; ainsi le cercle est fermé.

Le secteur minier peut être un outil du gouvernement pour réduire le niveau de pauvreté. Il a une influence considérable sur la stratégie de réduction de pauvreté si sa contribution dans l'ensemble de l'économie du pays est suffisamment importante car elle peut assurer au gouvernement des ressources budgétaires pour les programmes de réduction de la pauvreté et a la possibilité d'agir comme un catalyseur puissant dans le développement du secteur privé de la région.

³⁸ Economie internationale de Paul R. Krugman et Maurice Obstfeld 3^e édition de Boeck 2001 p. 295

³⁹ Perroux, de Bernis

Au niveau national, les revenus, créés par le gouvernement à travers les impôts provenant des exploitations minières, représentent souvent une partie substantielle du revenu fiscal du gouvernement, et peuvent être utilisés pour des interventions prouvées et envisagées dans la lutte contre la pauvreté.

Résumé de la PARTIE 2

A Madagascar, l'exploitation minière est de deux sortes. Il existe l'exploitation des mines à grande échelle effectuée par des grands investisseurs étrangers, le plus remarquable est le projet QMM qui exploite l'ilménite et le projet Ambatovy exploite le nickel et le cobalt. L'exploitation des mines à petite échelle par contre est dominée par l'exploitation de type de la mine du pauvre, la mine du type Ruée vers l'or, la mine petite et artisanale saisonnière, la mine petite et artisanale permanente. Les minéraux les plus dominants dans ce secteur sont surtout l'or, le saphir, la tourmaline, le corindon, le béryl,...

Actuellement, l'Etat mise sur le développement du secteur minier pour le développement de son pays. En 2008, le secteur minier contribue à 0,13% de la formation du PIB contre 1,08% en 2011. Cette contribution croît chaque année grâce à la politique minière de l'Etat. Les impôts des sociétés minières versées par QMM, Ambatovy et KRAOMITA à l'Etat Malgache représentent 3,58% des recettes fiscales de l'Etat et constituent 0,46% du PIB malgache en 2008. Dans cette même année, 6,37% de recette d'exportation provient du secteur minier et 1,38% des sociétés créées sont des sociétés minières. En 2007, le total d'investissement dans le secteur minier représente 17,6% des sommes des investissements dans toutes les branches d'activités existantes à Madagascar, cette valeur a régressé à 0,25% en 2008.

Le secteur minier a un impact positif sur le développement et la croissance économique du pays. En effet, il favorise la création d'emploi surtout pour les grands projets miniers, QMM a embauché non seulement 500 à 1000 travailleurs, ceux qui représentent 0,16% à 0,92% de la population active du district de Taolagnaro. En 2011, le secteur secondaire a connu une hausse importante de 12,6% grâce aux croissances de l'industrie extractive de 228,2%. Le secteur minier améliore aussi les recettes fiscales de l'Etat. En 2010, le QMM, le projet Ambatovy, le Kraoma, à eux seuls, ont versé 9 254 095 138,32 ariary d'impôt à l'Etat malgache. Les grands projets miniers ont un impact positif sur le développement local du pays où l'exploitation a lieu : construction de diverses infrastructures. Le secteur minier contribue aussi à l'amélioration du niveau de vie de chacun, par l'accroissement des revenus.

Pour une bonne amélioration de l'impact du secteur minier sur l'économie de Madagascar. Le gouvernement malgache et les économistes vont alors travailler ensemble. Les mesures à prendre doivent se concentrer sur les trafics illicites et le secteur informel. Certes, l'Etat doit être fort, souverain en face des grands investisseurs étrangers et doit aussi penser surtout au bien-être de la population dans l'élaboration du contrat du projet minier.

CONCLUSION

L'objectif de politique économique dans tous pays est de pouvoir développer son pays. Pour cela, l'Etat doit savoir accroître ses indicateurs économiques. Certains pays, pour accroître ces indicateurs misent sur le secteur minier.

Le développement de certains pays par le développement du secteur minier comme le Canada et l'Afrique du Sud a incité Madagascar de s'investir de plus en plus sur le développement de ce secteur en faisant entrer des grands investisseurs étrangers, en améliorant ses politiques économiques sur ce secteur et en élaborant des codes miniers et des lois spécifiques pour les grands investisseurs.

Certes, le secteur minier améliore les recettes fiscales de l'Etat, accroît le PIB du pays, crée de nombreux emplois, améliore le niveau de vie de chacun, développe la région où il y a le gisement en faisant construire des infrastructures routiers, écoles,...

Avec une bonne gouvernance de la part de l'Etat malgache, le secteur minier, tant sur la mine à petite échelle que sur celle à grande échelle, a un impact positif et considérable sur le développement et la croissance économique du pays.

Les ressources minières font l'objet de fabrication d'autres biens et services. Il est vrai alors que l'industrie minière favorise l'expansion des industries en aval. L'industrialisation d'un pays est un signe de développement. L'Etat malgache doit considérer cette possibilité d'installer ces industries en aval. Mais pour que ces industries naissantes réussissent, l'Etat doit les protéger contre les marchés extérieurs afin que ces industries puissent à long terme tourner à l'exportation. Est-il envisageable un jour que Madagascar puisse devenir un pays industrialisé ?

BIBLIOGRAPHIES ET WEBOGRAPHIES

Ouvrage :

Frédéric Poulon, Economie Général 4^{ème} édition, Edition de DUNOD, Paris, 1998, 404 pages ;

Paul R.Krugman et Maurice Obstfeld, Economie internationale 3^{ème} édition, Edition de BOECK, Bruxelles, 2001, 872 pages ;

André Dumas, Economie mondial : commerce, monnaie, finance ; 3^e édition, Edition de BOECK, Bruxelles, 2006, 213 pages ;

Gregory N.Mankiw, Macroéconomie, 5^{ème} édition, Edition de BOECK, Bruxelles, 2010, 772 pages ;

Henri GUITON, Fluctuations et croissance économiques 2^{ème} édition, Edition DALLOZ, Paris, 1967, 503 pages

J.G. Placet, L'offre et la demande sur le marché des minerais et métaux, Ministère de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Antananarivo, 1989, 20 pages

James Otto et Craig Andrews, Mining Royalties, Edition de Banque mondial et Bhp Billiton, Washington, 2006, 296 pages

Documents de Base :

Rapport économique et financier de Madagascar : 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011

Situation économique de Madagascar : 2003 et 2010

Cours Université :

ERIC M. Mandrara, cours histoire de la pensée économique 1^{ère} année

RAKOTO DAVID, cours théorie économique 4^{ème} année économie

RAMIARISON HERY, cours de développement et croissance 3^{ème} année économie

Sites Internet :

www.acareerinmining.ca/fr

www.eiti-madagascar.org

www.edbm.gov.mg

www.instat.mg

www.madamine.com

www.mmh.gov.mg

ANNEXES

Annexe 1 : D'autres théories classiques de la croissance

Pour Ricardo la croissance conduit à un état stationnaire : « L'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole. Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmentent ». Les industriels, en augmentant les salaires réduisent leurs marges et donc l'investissement. Enfin, toujours dans cette perspective d'état stationnaire, Malthus note que la croissance économique semble limitée par l'accroissement plus rapide de la population que de la production.

La théorie de la régulation (Ch. Boyer et M. Aglietta -1970) explique la croissance par l'adéquation entre production et consommation. En effet, la phase de croissance des 30 glorieuses repose sur l'articulation stable des éléments du couple production de masse/consommation de masse.

La production de masse repose sur l'organisation fordiste du travail qui permet la standardisation de la production et de grands gains de productivité. La consommation de masse se traduit par la création de débouchés pour de nouveaux produits, et s'accompagne de l'augmentation des revenus réels. Cette dernière est liée aux relations professionnelles basées sur la négociation collective et à l'évolution du rôle de l'État (*Welfare State*) chargé de la redistribution des revenus.

La rupture du lien entre production et consommation de masse, lié au chômage durable de la fin des années 1970 explique la nouvelle nature de la crise des années 1980.

Annexe 2 : Paiement effectué par les compagnies minières

AMBATOVY, QMM, KRAOMA auprès de l'Etat malgache pour les exercices 2007-2008-2009 et 1^{er} semestre 2010

	SOCIÉTÉS MINIÈRES				
	2007	2008	2009	2010	TOTAL
1 Impôt et taxes	91 190 957 170,55	74 748 696 234,88	21 139 130 600,74	9 254 095 138,32	196 332 879 144,49
Communs	-	-	-	-	-
Impôts d'Etat	90 193 348 106,32	65 856 210 487,48	12 137 191 656,28	5 191 207 037,10	173 377 957 287,18
1 Impôts sur les revenus (IR)	3 204 748 047,55	4 760 045 933,78	8 882 340 439,19	2 455 743 026,69	19 302 877 447,21
2 Impôts sur les plus values immobilières (IPV)	-	-	-	-	-
3 Droits d'enregistrement des actes	477 034 067,17	10 437 304,00	53 607 673,57	4 000,00	541 083 044,74
4 Droits d'enregistrement bail	29 028 484,10	732 118 151,73	16 310 345,09	4 684 806,83	782 141 787,74
5 Taxe de publicité foncière (TPF)	-	-	-	-	-
6 Taxes sur les véhicules de tourisme des entreprises (TVST)	854 999,96	-	-	-	854 999,96
7 TVA à l'importation	427 587 514,00	2 302 161 049,68	640 004 138,70	763 745 401,00	3 633 498 103,38
8 TVA nette	56 741 071 066,24	-	-	-	56 741 071 066,24
8b TVA sur représentation	822 473 506,55	4 575 922 970,76	-	-	5 398 396 477,31
9 Droits de douanes	274 114 692,00	2 103 112 918,15	494 212 767,00	1 100 680 568,52	3 972 120 945,67
9a FTL	-	2 561 034,84	670 433,17	44 432 852,10	47 664 320,12
10 Droit d'importation	-	-	-	-	-
11 Droits à l'export	-	-	-	-	-
(a2) Droit d'inspection	-	-	-	-	-
12 Droit d'accises	-	-	-	-	-
13 Droit de timbres douaniers	-	261 735,00	-	-	261 735,00
14 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	28 216 435 728,75	50 617 693 564,34	460 691 776,65	193 249 991,86	79 488 071 061,60
14a GasyNet	-	751 895 826,20	1 589 354 083,91	1 128 666 390,11	3 469 916 300,22
Impôts locaux	72 862 071,29	330 211 352,53	164 405 599,07	20 688 470,00	588 167 492,89
15 Taxe conjoncturelle sur l'exportation	-	-	-	-	-
16 Impôts fonciers sur la propriété bâtie (IFPB)	2 276 474,00	1 504 020,00	35 064 174,00	19 197 410,00	58 042 078,00
17 Impôts fonciers sur les terrains (IFT)	-	-	4 387 814,30	-	4 387 814,30
18 Centime additionnelle à l'IFPB	-	-	-	-	-
19 Taxe annexée à l'IFPB (TAFB)	-	-	-	-	-
20 Taxe professionnelle (TP)	20 647 206,13	245 760,17	92 897,91	-	20 985 864,22
21 Centime additionnelle à la TP	-	-	-	-	-
22 Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement	-	-	-	-	-
23 Droits de voiries / permis de construire	49 897 391,16	268 570 902,40	-	1 491 060,00	319 959 353,56
24 Redevances sur les eaux usées (REU)	-	-	-	-	-
25 Taxe de roulage	-	-	-	-	-
26 Taxe sur la publicité	-	-	-	-	-
26 Ristourne minière	-	-	-	-	-
28 Redevances carrière	-	59 851 791,10	124 825 754,00	-	184 677 545,10
29 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	40 999,99	38 878,86	34 958,85	-	114 837,70
Sectoriels	924 746 992,95	8 562 274 394,86	8 837 533 345,39	4 042 199 631,22	22 366 754 364,42
30 Redevance minière	167 549 110,80	237 391 332,40	656 335 809,64	613 727 880,80	1 675 004 133,64
31 Frais d'administration minière	399 358 818,38	617 878 897,36	362 657 560,00	899 671 487,33	2 279 566 763,07
32 Frais d'évaluation et de suivi de l'impact environnemental	-	58 655 063,00	-	92 747 803,03	151 397 866,04
33 Redevances domaniales	-	-	-	-	-
34 Location de terrains	-	-	7 180 653,11	2 092 020 000,00	2 099 200 653,11
35 Droits d'entrée et redevances pour usage infrastructures	-	-	-	-	-
(a) Port	145 296 311,26	5 393 044 481,69	4 196 464 679,47	149 474 163,03	9 884 279 635,45
(b) Route	-	-	-	-	-
(c) Chemin de fer	-	-	-	-	-
(d) Electricité	-	-	-	-	-
(e) Autres	-	-	-	-	-
36 Redevances de pompage d'eau	-	-	-	-	-
37 Redevances télécommunication	997 500,00	16 724 256,79	34 363 581,63	34 510 107,50	86 595 445,92
38 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	197 435 083,02	2 231 897 863,62	3 563 251 061,55	153 370 689,52	6 145 954 697,71
Autres (redevance fréquence)	14 110 169,49	6 682 500,00	17 280 000,00	6 682 500,00	44 755 169,49
Autres (Droit de signature laisser-passer)	-	-	-	-	-
1 Impôt et taxes	91 190 957 170,55	74 748 696 234,88	21 139 130 600,74	9 254 095 138,32	196 332 879 144,49
Autres paiements	117 864 452,83	409 561 800,40	2 395 464 495,40	110 619 075,52	3 033 509 822,15
Communs	117 647 332,86	407 749 338,35	2 395 464 493,40	110 619 075,52	3 031 480 240,13
39 Dividendes	-	150 000 000,00	400 000 000,00	-	550 000 000,00
40 Impôts sur les dividendes	-	23 251 202,40	1 237 982,40	1 494 405,12	25 983 589,92
41 Pénalités	12 383 240,32	59 387 040,22	1 822 865 252,00	20 296 897,84	1 914 932 430,37
42 Taxes administratives	-	-	-	-	-
(a1) Permis de conduire	-	-	-	-	-
(b1) Droit de visa	11 781 012,28	29 416 361,85	137 493 729,86	76 458 688,33	255 149 792,32
(c1) Carte d'identité étranger	84 418 872,65	68 646 331,80	30 952 656,80	8 469 307,90	192 487 169,15
(d1) Permis de travail	7 947 934,43	67 297 905,24	-	-	75 245 839,67
(e1) Vignette automobile	-	-	-	-	-
43 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	1 116 273,18	9 750 496,84	2 914 872,35	3 899 776,32	17 681 418,69
Sectoriels	217 119,97	1 812 462,06	-	-	2 029 582,03
44 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	217 119,97	1 812 462,06	-	-	2 029 582,03
Retenues à la source	5 046 764 832,22	16 366 857 666,41	18 468 651 616,60	12 696 634 921,87	52 578 909 037,10
Communes	5 046 764 832,22	16 366 857 666,41	18 468 651 616,60	12 696 634 921,87	52 578 909 037,10
45 Impôts sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA)	3 045 827 577,47	8 169 078 370,14	13 299 443 804,21	11 409 908 198,30	35 924 257 950,12
45b IRSA Intermittent	-	-	-	-	-
46 CNAPS	313 166 562,50	734 395 290,56	959 110 643,32	567 978 625,26	2 574 651 121,64
47 OSIE	110 009 793,60	203 935 795,81	240 889 295,25	256 491 520,14	811 326 404,80
TFT/IBS (entreprises non résidentes)	1 577 760 898,64	7 259 448 209,89	3 969 207 873,83	462 256 578,18	13 268 673 560,54
48 Autres (nature et montant indiqués en annexe)	-	-	-	-	-
TOTAL	96 355 586 455,60	91 525 115 701,69	42 003 246 710,75	22 061 349 135,70	251 945 298 003,74
ECART GLOBAL	-3 223 458 747,03	-	-	-	-
Pourcentage	-1,28%	-	-	-	-

Source : www.eiti-madagascar.org

Annexe 3 : Taux de croissance par branche d'activité (variation annuelle en %)

Source : rapport économique et financier 2010-2011

	2008	2009	2010	2011
		Provisoire	Estimation	Prévision
Secteur Primaire	2,9	8,5	1,1	-0,2
Agriculture	4,5	10,7	0,7	2
Elevage et pêche	1,6	1,8	1,9	2
Sylviculture	1,0	30,4	0,1	-20,0
Secteur secondaire	3,6	-7,4	2,1	12,6
Agro-indus.	0,0	57,3	49,7	1,8
Indus.Extra.	9,0	14,3	121,3	228,2
Energie	6,9	-0,4	0,0	4,0
Indus. Alimen	12,5	-5,9	0,5	4,0
Indus. Boissons	3,0	0,1	1,0	4,5
Indus.Tabac	-9,1	-5,9	0,0	0,0
I.Corps gras	-5,5	-19,3	0,5	0,5
Pharmacie	-7,3	-0,2	1,5	1,5
Indus. Textile	-4,4	-24,6	-30,0	-20,0
I. Cuir	-5,1	-6,2	1,6	1,4
I. Bois	9,2	-33,7	0,1	1,5
Mat.Const.	12,0	-4,2	1,3	2,5
I. Métallique	40,1	-21,8	-0,5	1,5
Mat. Transport	-29,3	1,7	1,0	0,9
Appareil Elect	-19,7	-28,7	-3,0	0,3
I.papier	-19,0	24,3	10,0	5,0
Autres	10,6	-7,3	3,5	3,5
Zone Franche Industrielles (ZFI)	1,2	-16,2	-15,0	-9,5
Secteur Tertiaire	8,2	-7,1	-0,1	2,9
B.T.P	27,6	-17,7	-17,5	5,2
Transports de marchandises	7,3	-10,3	5,4	5,5
Transports de voyageurs	4,7	-18,6	1,5	2,6
Auxi. Transport	5,9	-13,3	0,5	2,1
Telecommunications	20,9	9,2	3,5	4,0
Commerce	3,3	4,1	2,5	1,5
Banque	4,0	16,7	4,1	4,1
Assurance	14,2	7,5	2,0	2,0
Services rend. Entrep. & ménages	8,3	-14,4	-3,0	1,5
Administration	3,0	0,0	1,0	2,0
Serv. banc. non imputes	4,0	16,7	4,1	4,1
PIB aux coûts des facteurs	6,0	-2,8	0,5	3,0
Impôts indirects	16,3	-10,0	1,5	1,5
PIB aux prix du marché	7,1	-3,7	0,6	2,8
Consommation	-19,2	19,7	-19,1	14,1
Gouvernement	18,8	-27,2	23,9	33,2
Privée	-24,1	29,1	-23,9	10,6
Investissement brut	103,4	-15,2	26,4	-7,5
Gouvernement	59,0	-46,6	-11,9	27,1
Privés	119,4	-6,9	-51,4	-23,0
Exportations bsnf	17,3	-1,0	14,4	25,9
Importations bsnf	5,7	36,2	-8,5	27,6

Annexe 4 : Disponibilité et emploi des ressources aux prix courants

Source : rapport économique et financier 2010-2011, en milliards d'Ariary

	2008	2009	2010	2011
		Provisoire	Estimation	Prévision
Secteur Primaire	175,9	190,9	193,1	192,6
Agriculture	84,8	93,9	94,54	96,43
Elevage et pêche	76,0	77,4	78,89	80,47
Sylviculture	15,0	19,6	19,62	15,70
Secteur Secondaire	71,3	66,0	67,5	75,9
Secteur Secondaire hors ZFI	60,5	57,0	59,8	69,0
Agro-indus.	1,1	1,7	2,55	2,60
Indus.Extra.	1,3	1,5	3,32	10,89
Energie	8,7	8,6	8,64	8,99
Indus. Alimen	13,1	12,3	12,35	12,85
Indus. Boissons	13,0	13,0	13,10	13,69
Indus.Tabac	3,5	3,3	3,30	3,30
I.Corps gras	1,9	1,5	1,55	1,56
Pharmacie	2,4	2,4	2,46	2,50
Indus. Textile	0,8	0,6	0,40	0,32
I. Cuir	0,2	0,2	0,19	0,19
I. Bois	2,0	1,3	1,35	1,37
Mat.Const.	2,2	2,1	2,17	2,23
I. Métallique	4,6	3,6	3,61	3,66
Mat. Transport	0,9	0,9	0,90	0,91
Appareil Elect	3,5	2,5	2,39	2,40
I.papier	0,4	0,5	0,53	0,56
Autres	1,0	0,9	0,97	1,00
Zone Franche Industrielles (ZFI)	10,8	9,0	7,67	6,94
Secteur Tertiaire	316,6	294,2	294,0	302,6
B.T.P	31,5	25,9	21,37	22,48
Transports de marchandises	62,0	55,6	58,62	61,83
Transports de voyageurs	17,1	13,9	14,14	14,51
Auxi. Transport	16,4	14,2	14,26	14,56
Télécommunications	13,3	14,5	14,98	15,59
Commerce	60,3	62,7	64,30	65,24
Banque	12,8	14,9	15,56	16,19
Assurance	0,2	0,3	0,27	0,28
Services rend. Entrep. & ménages	76,1	65,1	63,16	64,11
Administration	27,0	27,0	27,30	27,85
Charges non imputées	-15,9	-18,6	-19,36	-20,16
PIB c.f. aux prix de 1984	547,9	532,6	535,1	551,0
Taxes indirectes	75,8	68,2	69,22	70,25
PIB aux prix de 1984	623,7	600,8	604,3	621,3
Consommation	407,6	488,0	394,8	450,6
Gouvernement	67,9	49,4	61,2	81,5
Privée	339,7	438,6	333,6	369,1
Investissement brut	250,0	212,0	268,0	248,0
Gouvernement	51,9	27,7	24,4	31,0
Privés	198,1	184,3	89,6	69,0
Exportations bsnf	142,9	141,5	161,8	203,7
Importations bsnf	176,7	240,7	220,3	281,0
Epargne intérieure brute	216,1	112,8	209,5	170,7

Annexe 5 : Evolution de stock d'IDE par branche (en milliards)

BRANCHES	2008	2009	Variation en %
Agriculture	18.3	31.2	70.49
Pêche	22. 5	17.1	-24
Activité de fabrication	176.9	247.3	39.79
Production et distribution, eau, électricité, gaz	1.1	1.2	9.09
Construction et BTP	301.6	308.0	2.12
Commerce et réparation véhicule	107.2	120.2	12.12
Hôtels et Restaurants	173.1	207.8	20.04
Transports et auxiliaires de transports	11.2	9.5	-15.17
Activités financières	213.5	245.5	14.98
Immobilier	29.4	33.7	14.62
Distribution des produits pétroliers	116.8	117.1	0.26
Télécommunication	282.5	301.6	6.76
Activités extractives	3729.9	4605.4	23.47
TOTAL STOCK IDE	5184.1	6245.6	20.47

Source : BCM

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE.....	ii
ACRONYMES.....	iii
LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES	iv
INTRODUCTION.....	1
PARTIE 1 : APPROCHE THEORIQUE	2
CHAPITRE 1 : LES THEORIES ECONOMIQUES DE LA CROISSANCE ET DU DEVELOPPEMENT.....	2
Section 1 : Concept de la croissance économique	2
1-1- Définition et nature de la croissance économique	2
1-2- Les théories de la croissance	3
1-2-1- Les théories classiques de la croissance	3
1-2-2- La théorie hétérodoxe de J. Schumpeter (1883 - 1950) de la croissance	3
1-2-3- Les théories contemporaines	3
1-2-4- Le renouveau de la croissance endogène (depuis 1990).....	4
Section 2 : Concept du développement.....	5
2-1- Définition du développement	5
2-2- Indicateur de développement.....	5
2-3- Théories de sous-développement	6
2-3-1- Approche libérale.....	6
2-3-2- Modèle néoclassique de changement structurel	6
2-4- Stratégie de développement.....	8
2-4-1- Pour l'industrialisation	8
2-4-1-1- Stratégie de croissance équilibrée.....	8
2-4-1-2- Stratégie de croissance déséquilibrée	8
2-4-2- Stratégies d'insertion internationale	8
2-4-2-1- Industrialisation par la substitution des importations (ISI).....	8
2-4-2-2- Industrialisation orientée à l'exportation	9
2-4-3- Promotion de l'IDE	9
2-5- Les échanges internationaux.....	9
2-5-1- Les théories classiques des échanges internationaux	10
2-5-1-1- Adam Smith et la théorie de l'avantage absolu	10
2-5-1-2- David Ricardo et la théorie de l'avantage comparatif	10
2-5-1-3- Concept de la mondialisation.....	10

CHAPITRE 2 : GENERALITE SUR LE SECTEUR MINIER	12
Section 1 : Secteur minier et théories économiques.....	12
1-1- Marché des ressources minières	12
1-1-1 Offre de ressources minières	12
1-1-2- Demande des ressources minières	13
1-1-3- Equilibre obtenu par les deux droites.....	14
1-2- Ressources minières, moteur de l'activité et croissance économique	14
1-2-1- Echanges de ressources minières et croissance	15
1-2-1-1- Ressources naturelles et spécialisation	15
1-2-1-2- Ressources minières en tant qu'innovation par Schumpeter	15
1-2-1-3- Ressources minières et les transferts technologies	15
1-2-1-4- Utilisation pertinente de la rente.....	15
1-2-2- Evaluation économique du projet minier	16
Section 2 : Fiscalité minière et impact socioéconomique du secteur minier	16
2-1- Différents types d'impôts dans le secteur minier	17
2-1-1- Impôt sur les recettes ou Impôt sur les bénéfices	17
2-1-2- Redevances	17
2-1-3- Droits d'importation et d'exportation.....	18
2-1-4- Droits sur les demandes, les documents délivrés et l'enregistrement	18
2-1-5- Droits de superficie	19
2-1-6- Taxe à la valeur ajoutée.....	19
2-1-7- Impôts locaux	20
2-1-8- Autres impôts	20
2-2- Contribution du secteur minier dans l'ensemble de l'économie du pays	20
2-2-1- Impact positif possible pour les pauvres et les autres groupes vulnérables.....	21
2-2-2- Impact fiscal et revenu en devises étrangères.....	21
2-2-3- Création de l'emploi.....	21
2-2-4- Développement de l'économie locale	21
2-2-5- Source d'énergie.....	21
2-2-6- Impact négative	22
CHAPITRE 3 : EXEMPLES DES ECONOMIES DES PAYS BASEES PAR LES RICHESSES MINIERES	24
Section 1 : Industrie minière Canada	24
1-1- Innovation minière : une industrie dynamique et technologiquement avancé.....	24
1-2- Retombées économiques	25
1-3- Industrie minière canadienne, génératrice d'emploi	26

Section 2 : Pays africains	27
2-1- Secteur minier et les minerais en Afrique du Sud	27
2-1-1- Classement économique	27
2-1-2- Points forts.....	28
2-1-3- Leaders du secteur	28
2-2- Mali : meilleur pays minier de l'Afrique en 2010	29
2-2-1- Politique minier du Mali	29
2-2-2- Succès	30
2-2-3- Principaux produits	30
2-2-4- Impôts, droits et taxes à la charge des entreprises minières.....	31
Résumé de la PARTIE 1	32
PARTIE 2 : IMPACT DU SECTEUR MINIER A MADAGASCAR.....	33
CHAPITRE I : ECONOMIE DE MADAGASCAR ET LE SECTEUR MINIER.....	33
Section 1 : Situation économique de Madagascar	33
1-1- PIB de Madagascar.....	33
1-2- Taux d'inflation.....	35
1-3- Budget de l'Etat malgache.....	35
Section 2 : Généralité sur le secteur minier à Madagascar	37
2-1- Diverses lois régies le secteur.....	37
2-1-1- Avantage de ces lois	38
2-1-2- Inconvénients de ces lois	38
2-2- Mines à grande échelle	39
2-2-1- Ilménite ou sable noir : QMM.....	39
2-2-2- Nickel-cobalt : projet Ambatovy près de Tamatave	40
2-2-3- Pétrole.....	41
2-2-4- Chromite.....	41
2-2-5- Fer de Soalala par WISCO	42
2-3- Mines à échelles réduites :	42
2-3-1- Petites mines : pierres précieuses/semi-précieuses et or	43
2-3-2- Pierres ornementales :	43
2-3-3- Mica phlogopite ou mica brun	43
2-3-4- Quartz de fonte et piézo-électrique	43
2-3-5- Graphite	44
2-4- Evolution des exportations	44
2-4-1- Montant des pierres précieuses exportées	44

2-4-2- Quantités des pierres exportées	45
CHAPITRE 2 : IMPACTS ECONOMIQUES DU SECTEUR MINIER	46
Section 1 : Le poids du secteur minier à Madagascar	46
1-1- Poids sur le PIB	46
1-2- Poids sur les recettes fiscales.....	47
1-3- Poids sur les recettes d'exportation	48
1-4- Poids sur les sociétés créées	48
1-5- Poids sur les investissements.....	50
Section 2 : Impact sur le développement et croissance de Madagascar	51
2-1- Impact sur la croissance économique	51
2-2- Sur les recettes fiscales et le PIB	53
2-3- Sur la création d'emplois.....	56
2-4- Sur le niveau de vie	57
2-5- Sur le développement local	57
2-5-1- Sur l'infrastructure	57
2-5-2- Sur le marché des biens et services	58
CHAPITRE 3 : SUGGESTION ECONOMIQUE SUR L'AMELIORATION DU SECTEUR	59
Section 1 : Les mines à petites échelles	59
1-1- Mesure à prendre pour les trafics illicites.....	59
1-2- Mesure à prendre pour supprimer le secteur informel.....	59
1-3- Autres mesures	60
Section 2 : Les mines à grandes échelles.....	60
2-1- Mesure prise par le gouvernement	60
2-2- Responsabilité du gouvernement sur les investisseurs	62
2-3- Création des entreprises aval	62
2-4- Secteur minier : moyen de réduction de pauvreté	63
Résumé de la PARTIE 2	65
CONCLUSION.....	66
BIBLIOGRAPHIES ET WEBOGRAPHIES	I
Annexe 1 : D'autres théories classiques de la croissance.....	II
Annexe 2 : Paiement effectué par les compagnies minières	III
Annexe 3 : Taux de croissance par branche d'activité (variation annuelle en %).....	IV
Annexe 4 : Disponibilité et emploi des ressources aux prix courants.....	V
Annexe 5 : Evolution de stock d'IDE par branche (en milliards)	VI

Nom : RAKOTONIRINA

Prénom : Andriantsilavina Népomucène

Titre : IMPACT ECONOMIQUE DU SECTEUR MINIER A MADAGASCAR

Nombre de pages : 62

Nombre de tableaux : 12

Nombre de graphes : 2

RESUME

Le secteur minier a un effet levier, il est un instrument de développement économique.

Madagascar est un pays riche en ressources minérales. Beaucoup d'entre elles sont encore inexploitées. A Madagascar, Il existe deux types d'exploitation : l'exploitation à grande échelle caractérisée par l'existence des industries minières comme le QMM à Fort-Dauphin, KRAOMITA et Sheritt Ambatovy et l'exploitation à échelle réduite caractérisée par l'extraction des pierres précieuses et métal précieux comme or, saphir, tourmaline, rubis...

A Madagascar, le secteur minier constitue en 2008 à 0,13% de la formation du PIB. Ce part a cru de 1,08% en 2011. Les recettes fiscales formées par les trois grands projets miniers QMM, Kraomita, Ambatovy atteint, en 2008, la valeur de 74 748 696 234,88 ariary, ce qui représente 3,58% des recettes fiscales de l'Etat malgache. Dans cette même année 6,37% des recettes d'exportation proviennent de secteur minier. Et le total des investissements dans ce secteur représente 17,6% en 2007.

Le secteur secondaire a connu une croissance importante en 2011 de 12,6% grâce aux croissances de l'industrie extractive de 228,2%. Le secteur minier crée aussi de l'emploi et améliore le niveau de vie de la population. A Fort-Dauphin, le taux de population active, dans le district de Taolagnaro, travaillant chez le QMM atteint 0,92%. L'existence des grands projets miniers favorise le développement local où se situe le gisement par la construction de différentes infrastructures.

Mots clés :

Développement et croissance, secteur minier, PIB, IDE, recettes fiscales, population active, secteur secondaire, recettes d'exportation, investissement, sociétés minières, infrastructures, gouvernement, niveau de vie, emploi.

Encadreur : Dr RAZAFINDRAVONONA Jean

Adresse de l'auteur :

- lot II H 2 G S Y R Nanisana Antananarivo 101
- rakotsila@yahoo.fr